

# TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

**SOCIALISTE**

UNIFIÉ

PRIX : 60 centimes

N° 170. — 23 NOVEMBRE 1963

## CONTRE LA FORCE DE FRAPPE

## TOUS A PUTEAUX

### Dimanche 24 novembre à 15 h. 30

*Le PSU appelle tous ses militants à participer à ce grand mouvement pour exprimer leur opposition à la politique gaulliste, pour exiger la signature de la France au traité de Moscou sur l'arrêt des essais nucléaires.*

(Lire pages 3 et 11.)

Les parents d'élèves contre le budget de l'E. N.



(Agi.p.)

Les parents d'élèves de Seine-et-Oise ont manifesté dans les rues de Versailles pour réclamer beaucoup plus de professeurs et de locaux scolaires (photo ci-dessus).

Sous la présidence de Fauré, de la Ligue de l'Enseignement, le C.N.A.L. a tenu une conférence de presse.

Clément Durand, nourri de chiffres et faits, a institué le meilleur réquisitoire contre Fouchet et ses affirmations audacieuses sur la rentrée scolaire : manque de crédits, de locaux, de maîtres, à tous les degrés.

Les conclusions ont été tirées par Jean Cornec, président de la Fédération des conseils de parents d'élèves ; il a exposé les projets du C.N.A.L. qui mettra au point un programme précis fondé sur le projet Langevin-Wallon, adapté aux nécessités actuelles de l'enseignement. Ce programme ne pourra être réalisé que le jour où l'enseignement sera une des principales préoccupations du gouvernement.

Edouard Depreux a représenté le P.S.U. à cette conférence de presse.

## Le bon combat

Le mouvement que j'ai signalé dans mon éditorial de la semaine dernière se développe.

Au lendemain de notre Congrès, nous avons la joie d'enregistrer de nouvelles adhésions, tandis que des camarades, qui s'étaient mis provisoirement sur la touche, reprennent le chemin de nos sections.

A chaque adhérent, nous demandons de faire une adhésion nouvelle. A chaque sympathisant, nous demandons d'adhérer au P.S.U. Mais il faut, en même temps, songer à *Tribune Socialiste*. Il est urgent, très urgent, d'accroître le nombre de ses abonnés, si vous voulez que notre journal continue de mener le bon combat.

Merci d'avance pour ce que vous ferez dans ce sens dès cette semaine.

Edouard Depreux,  
Secrétaire national.

## Ah ! les braves gens

A Sao Paulo, à la conférence de l'Alliance pour le Progrès, qui groupe les Etats latino-américains — sauf Cuba qui en est exclu — et les Etats-Unis, qui jouent le rôle du bailleur de fonds, le représentant de ceux-ci, Averell Harriman, a souligné que la participation du capital privé au développement « augmentera dans les pays où le secteur privé national reçoit des gouvernements les encouragements dont il a besoin ». En voilà des braves gens, ces Yankees ; ils sont pour la liberté, eux, au moins.

Bien sûr, le secrétaire aux Finances de la République dominicaine a dénoncé l'utilisation de l'Alliance comme « moyen de pression politique ». Mais c'est sans doute la coïncidence — toute fortuite, n'est-ce pas ? — de la déposition du président Bosch et de la suppression de l'aide américaine à son pays qui le rend hargneux ?

Et il ne faudrait pas se laisser entraîner à rapprocher la déclaration du vice-président du Pérou prétendant que certains groupes nord-américains établissent en Amérique latine une « véritable dictature économique », de celle du président Goulard disant : « Nos exportations nous donnent des recettes chaque jour plus réduites, cependant que nous payons toujours plus cher nos importations. »

## Points sensibles

Tout le monde sait bien que les dirigeants yankees sont des philanthropes et que c'est uniquement pour cela que le Comité interaméricain de l'Alliance pour le Progrès, qui comprendra sept membres et un président et aura des pouvoirs de contrôle que le Brésil eût souhaité plus limités, siégera à Washington.

Bien entendu, ce n'est pas leur faute si la balance commerciale de l'Amérique latine a enregistré un déficit supérieur à 10 milliards de dollars de 1951 à 1961, période pendant laquelle les investissements étrangers y ont atteint seulement 8 milliards de dollars.

si nous ne pouvons nous faire scigner dans les hôpitaux, nous n'avons qu'à nous adresser aux cliniques privées ? Notons que 365 millions de francs 1963 à la Sécurité sociale — le gouvernement a promis de les payer avant la fin de l'année...

Il est inutile de rappeler que la France a aussi une armée : une armée avec force de frappe... et qui coûte cher ; une armée où, à l'occasion, les jeunes recrues reçoivent quelques distributions... de marrons.

## « L'Express » ne s'arrête pas

L'Express publie les grandes lignes d'un ouvrage qui serait dû à un groupe de militants « communistes, syndicalistes, marxistes » et qui fait une large place à la notion de contre-plan. On lit dans cet ouvrage, intitulé « Droits des travailleurs », que « l'axe principal de la bataille contre le néo-capitalisme et son Etat ne peut être aujourd'hui la compétition pour la présidence de la République ou pour la majorité parlementaire, mais la lutte pour le changement des rapports de travail et pour le contrôle de l'économie ».

Voilà qui nous change de M. X...  
Nous ignorons qui se cache sous la signature du livre : « Cercle : Les Voies du Socialisme ».

Cependant il se trouve que le congrès du P.S.U. s'est prononcé pour le principe d'un contre-plan. Mais de cela l'Express ne parle pas. Le fait qu'il n'ait pu englober France-Observateur justifie-t-il le silence fait sur le P.S.U. ?

## Voulez-vous de l'espoir ?

Dans l'exorde de son discours lors de la discussion du budget des Affaires culturelles, M. André Malraux, parlant du cinéma, de la télévision, a dit que « ces machines à rêves n'ont pas été inventées pour le plaisir, mais pour rapporter le plus d'argent possible à ceux qui les fabriquent ».

Et d'ajouter, pour faire bonne mesure : « Il faut que d'ici trente ans tout être humain ait les moyens de se défendre. Ces moyens, c'est nous qui les leur apporterons, sinon personne d'autre ne le fera. »

Un beau discours, oui, un beau discours, en vérité. Comme dit le commentateur du Monde : « On oubliait aisément que les crédits qui fournissaient l'occasion de cette prestigieuse démonstration ne représentent que 0,3 p. 100 du budget total de l'Etat. »

Un beau discours et aussi une belle évolution de l'homme. Cela nous rappelle le : « C'est donc si loin Shanghai et c'est si loin Madrid », du beau poème de Lanzo, écrit en 1937, et dont le titre est « Aux égarés ».

## Une bonne nouvelle

Deux policiers qui, au cours d'un interrogatoire, avaient frappé des détenus avec une matraque et un fouet viennent d'être condamnés à des amendes et révoqués. Le chef local de la police ainsi que le chef de la brigade à laquelle ils appartenaient ont été suspendus pour manque de vigilance.

Dès que les sévices reprochés aux deux hommes avaient été connus, la protestation populaire avait pris une intensité considérable. Un journal, relatant les faits, avait dit qu'ils rappelaient « les pires excès du nazisme », ajoutant que « ce n'est pas parce que les crimes deviennent plus sauvages que la police doit recourir à la sauvagerie ».

Après avoir souligné bien souvent la façon inique dont se concluent généralement les affaires de brutalités policières, il nous est agréable d'en relater une qui se termine de façon morale. Mais ne vous réjouissez pas trop, amis lecteurs. Faut-il le dire ? Cela s'est passé en Angleterre.

## Il s'en fout bien des harkis

Le bachaga Boualam, de sinistre mémoire, vient de s'élever à nouveau contre les « sévices inadmissibles » que subiraient « cent mille harkis » dans cette Algérie nouvelle dont ils s'étaient ingéniés avec les méthodes que l'on n'a pas oublié — voir « La Raison d'Etat » de Vidal Naquet, les collections de « Vérités-libertés », « Témoignages et documents » et autres publications d'ouvrages — à retarder la libération du colonialisme.

Ce que dit ce laissés-pour-compte du vieux féodalisme est si manifestement faux qu'il ne vaut guère la peine de s'y attarder.

Notons plutôt que le bachaga en question, après son petit couplet sentimental sur les harkis dont la plupart ont été de pauvres types que la bourgeoisie a trompés, pressés jusqu'à la dernière goutte et laissé tomber ensuite, s'est lancé dans un vibrant appel à l'amnistie en faveur des canailles O.A.S., plastiques, assassins et tortionnaires qui, au surplus, au temps de leur splendeur, avaient plutôt la gâchette facile pour « se farcir des ratons ».

En réalité, le bachaga Boualam éprouve un souverain mépris pour les harkis. En cela il se rencontre avec son ancien allié et actuel adversaire, de Gaulle, qui n'a même pas relevé la proposition naguère faite par Ben Bella d'échanger 1.500 harkis contre nos huit mathématiciens camarades encore emprisonnés.

## On n'en veut pas

Mr. Lyndon Johnson, vice-président des Etats-Unis, a expliqué aux dirigeants néerlandais que « les Européens ne peuvent pas fermer leurs portes aux marchandises américaines et, dans le même temps, exiger des Américains qu'ils maintiennent leurs troupes en Europe ».

En ce qui nous concerne, nous n'avons aucune honte à dire que nous nous passions fort bien de troupes américaines en Europe. Nous sommes même pour que celles qui y sont aillent et pour qu'elles emportent avec elles missiles et autres engins de mort dont la présence sur notre sol risque d'avoir pour effet de provoquer notre propre anéantissement.

## Pan sur le bec !

Nous n'avons pas l'habitude de polémiquer avec nos confrères sur ce qu'ils disent ou ne disent pas du P.S.U. Ils ont, après tout, le droit de n'en point parler ou de le critiquer si cela leur chante.

Il nous semble toutefois que Le Canard enchaîné exagère lorsqu'il commente nos débats intérieurs par des échos perfides et tendancieux.

Ce sympathique organe de la gauche de papa avait publié avant le congrès un entrefilet d'où il ressortait qu'il y avait à l'intérieur du P.S.U. une majorité pour proposer d'ores et déjà un « contrat d'unité » aux syndicats et aux autres partis de gauche. Les débats du congrès ont montré que ce n'était pas tout à fait vrai.

Après le congrès de la Grange-aux-Belles, nouvel écho qui indique qu'une « majorité droite » l'a emporté et que le P.S.U. ira au colloque sur l'unité de la gauche organisé par la S.F.I.O., alors qu'il appartient au Bureau national, nouvellement élu, d'en décider.

On aimerait toutefois savoir qui, dans le parti, inspire ces commentaires !

## Le pain et la brioche

Les syndicats C.G.T., F.O. et C.F.T.C. de l'Assistance publique de la Seine ont souligné, dans une conférence de presse, la grande misère des hôpitaux : entassement des malades, personnel insuffisant, locaux exigus, inadaptés aux thérapeutiques modernes, trop souvent vétustes et dont certains sont de « véritables porcheries ». Ils ont indiqué que le budget de la Santé publique représente 2 à 2,5 p. 100 du budget national. Le gouvernement va-t-il adopter le langage de Marie-Antoinette et dire que

## Offre exceptionnelle à nos lecteurs

au lieu de 15 F.



Les ravissants  
volumes reliés  
de la collection

## ASTRÉE

(et 8 Fr seulement les œuvres en plusieurs tomes)

F. 50

Œuvres en un seul volume : 9 Fr. 50

BALZAC : 1. Une ténébreuse affaire - 2. La Cousine Bette - 3. Eugénie Grandet - 4. Le médecin de campagne - 5. Le curé de village - 6. César Birotteau - 7. ARISTOPHANE La Paix - 8. Les Cavaliers - 9. SAINT AUGUSTIN Confessions - 10. BAUDELAIRE Les paradis artificiels - 11. BUSSY RABUTIN Histoire amoureuse des Gaules - 12. DIDEROT Le neveu de Rameau - 13. DOSTOIEVSKI L'éternel mari - 14. GOETHE Uffcut - 15. ABBÉ PREVOST Manon Lescaut - 16. RABELAIS Pantagruel - 17. RIMBAUD Œuvres complètes - 18. ROUSSEAU Les rêveries du promeneur solitaire - 19. SHAKESPEARE Le songe d'une nuit d'été - La tempête - 20. TOLSTOI La sonate à Kreutzer - La mort d'Ivan Ilitch - 21. La Geste de Roland.

Œuvres en plusieurs tomes. Le vol. : 8 Fr

BALZAC : 22. Illusions perdues, (2 vol.) - 23. Splendeurs et misères des courtisanes, (2 vol.) - 24. HOMERE Odyssée, (2 vol.) - 25. MONTAIGNE Les Essais, (5 vol.) - 26. MUSSET Théâtre, (3 vol.) - 27. PASCAL Pensées, (2 vol.)

Ces prix sensationnels que nous offrons pour une commande minima de 5 volumes, sont destinés à mieux faire connaître la collection de classiques ASTRÉE — la plus belle réussite, dans ce domaine, de l'édition française depuis la guerre — à faire apprécier son élégant format allongé 10,5 x 20, sa perfection typographique, ses illustrations puisées dans les documents anciens, sa reliure pleine toile couleur pastel différente selon les siècles.

Ainsi tout lecteur qui commandera au moins 5 volumes des listes ci-contre les recevra franco, avec droit de retour : il lui suffira donc, s'il était déçu, de les renvoyer dans les 48 heures, dans leur emballage d'origine, pour être immédiatement et intégralement remboursé. Chacun pourra ainsi examiner à loisir sans aucun risque cette merveilleuse collection et nous en commander par la suite, s'il le désire, d'autres titres aux mêmes conditions. Mais il faut faire vite car le tirage de certains de ces volumes qui ne seront pas réimprimés est presque entièrement épuisé (d'ores et déjà prière d'indiquer au moins un titre supplémentaire de remplacement pour le cas où l'un des volumes commandés serait épuisé).

Adressez donc immédiatement le bon ci-dessous à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, PARIS VII<sup>e</sup>.

BON à adresser à la Librairie Pilote, 30 rue de Grenelle - Paris 7<sup>e</sup>  
Veuillez m'adresser :  
..... ouvrages à 9,50 : les N<sup>os</sup> ..... ou à défaut les N<sup>os</sup> .....  
..... ouvrages à 8,00 : les N<sup>os</sup> ..... ou à défaut les N<sup>os</sup> .....  
pour un montant total de ..... somme que veuillez trouver ci-joint en un  chèque  
 chèque postal à votre compte Paris N<sup>o</sup> 13905 31  mandat. Je garde le droit de renvoyer ces volumes dans les 48 heures dans leur emballage d'origine et je serai en ce cas immédiatement et intégralement remboursé.  
NOM ..... Profession .....  
Adresse .....  
C.C.P. ou bancaire ..... Signature :  
T.S. 1 XI

## Le billet de J. Binot

43.200

**P**OUR cette minute de silence trop parfaitement silencieuse, le capitaine de fanfare qui ne réveille pas les clairons et les tambours s'est entendu infliger trente jours d'arrêts — 43.200 fois la minute oubliée.

Car le général, figé, la main au képi, tel un soldat de bois, est à cheval sur le cérémonial. Dame ! si pour songer à tant de morts les humains s'efforcent de n'être que des survivants discrets, l'on n'a plus besoin de général, ni de cuivres, ni de peaux d'âne...

Que le puni se console : trente jours, on en vient à bout. Pour n'avoir pas su parler haut ni frapper avec vigueur certain 13 mai, la République est aux arrêts depuis cinq ans et demi.

# CONTRE L'ARMEMENT ATOMIQUE UNISSONS LES FORCES POPULAIRES

**D**IMANCHE, à Puteaux, un vaste rassemblement populaire va montrer à de Gaulle, à son gouvernement et à sa majorité parlementaire que sa politique militaire et atomique ne pourra plus se poursuivre sans entraîner une opposition croissante.

Déjà, la semaine dernière, une marche de Taverny à Bessancourt a réuni des milliers de participants pour protester contre les menaces de l'armement atomique, sur les lieux mêmes où son emploi pourrait être décidé. Un meeting du Mouvement contre l'Armement Atomique, à la Mutualité, a commencé à alerter les Parisiens. Dans toute la France, des réunions ont lieu pour élargir l'action.

Le P.S.U. s'est engagé de toutes ses forces dans cette action. Il a été des premiers à dénoncer la politique militaire du gaullisme, qui n'est pas seulement un danger pour la paix en Europe, en Afrique et ailleurs, mais aussi un danger pour le socialisme en France et en Europe. Aujourd'hui, il s'engage à participer à l'élargissement de cette action, sans laquelle toute lutte sociale pour le socialisme serait un vain mot.

Le régime gaulliste refuse de faire pour les logements, pour l'éducation, tout ce qui est aujourd'hui nécessaire. Il cherche la « stabilisation » sur le dos des travailleurs salariés les plus défavorisés. Son Etat multiplie les tentatives d'asservissement du mouvement syndical et de domestication de ses propres salariés.

Mais, pour l'armée, tout change ! Là, on ne lésine pas ! Le ministre des Armées Messmer a

entonné devant l'Assemblée nationale, le 7 novembre, lors de la discussion du budget militaire, un véritable chant de triomphe : 20 milliards de francs, dont 45 p. 100 représentent les dépenses d'armement et d'infrastructure et, là-dessus, la force de frappe, c'est-à-dire l'armement atomique, représente le plus gros morceau ! « Les discussions sur l'opportunité d'un armement atomique peuvent désormais être classées aux archives », a-t-il proclamé. Mais c'est justement au moment où le pays commence à s'émouvoir de cette politique, où il prend conscience de ses dangers et de toutes ses implications pour la vie nationale et européenne, qu'il lance ce défi.

Oui, la politique de l'armement atomique entre dans les faits, aux applaudissements de l'U.N.R. Mais c'est justement pour cela qu'elle va se heurter à une réprobation croissante, parce que ses effets vont se faire de plus en plus durement sentir.

Car si le peuple entier ne saisit pas toujours immédiatement les conséquences de cet armement atomique, le pouvoir qu'il donne à l'armée de peser sur la politique internationale et intérieure, il comprend déjà clairement qu'une politique de désarmement est possible. L'entente entre l'U.R.S.S., les U.S.A. et la Grande-Bretagne permet pour le moment d'arrêter les expériences nucléaires de ces trois pays dans l'atmosphère. Nous savons bien que cela ne suffit pas. Ce qui est nécessaire, c'est de passer à la destruction des stocks atomiques. C'est pour cet objectif que doivent être mobilisés aujourd'hui le maximum de gens.

Et comment exiger le vrai désarmement atomi-

que, partout où existent des stocks d'armes nucléaires, en U.R.S.S. comme aux U.S.A., sans se prononcer en France même contre la force de frappe ?

Ce n'est pas seulement le coût de la force de frappe qui est en cause, c'est la menace que constitue la course aux armements atomiques dans le monde entier.

D'ailleurs, le coût, payé par la population travailleuse qui fournit la majeure partie des impôts, est aussi un élément essentiel. Messmer, lui, déclare franchement que la politique de reconversion atomique de l'armée est la seule qui permette à toute une série d'industries de se développer au cours des prochaines années. Il va jusqu'à insinuer qu'un très grand nombre de travailleurs sont intéressés à cette politique : « Plus de 100.000 ouvriers et techniciens d'Etat dans les arsenaux et les divers établissements industriels des armées ; plus de 80.000 dans l'industrie aéronautique nationalisée ou privée ; un plus grand nombre encore dans les industries sidérurgiques, mécaniques, électroniques, automobiles, travaillent pour la défense nationale... »

Mais ces travailleurs travaillent plutôt pour gagner leur pain, pour défendre leur existence, pour élever leurs enfants. Eux aussi prennent conscience du péril atomique. C'est avec eux que la classe ouvrière tout entière élèvera un barrage de plus en plus puissant contre les folies destructives du gaullisme militaire.

Voilà ce que le peuple, réuni à Puteaux, dira.

P. Naville.

## LE BUDGET AU SÉNAT

# UN CASSANDRE SÉNATORIAL

**O**n a beaucoup d'abusé sur la haute Assemblée, son importance et son intérêt. Il reste que c'est au Sénat que l'on a trouvé la plus magistrale condamnation de la politique financière du gouvernement gaulliste. Cela tient, certes, au fait que le gaullisme n'a pu encore investir complètement l'hémicycle du palais du Luxembourg et que de toute façon les décisions des pères conscrits (ce terme est d'ailleurs faux car on y voit très peu de « barbes blanches ») ne sont prises en considération par le Pouvoir que si celles-ci ne lui sont pas contradictoires.

N'empêche que ce qu'il s'y dit est instructif. Nous trouvons par exemple dans le rapport de M. Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des Finances et des Comptes économiques de la Nation, une étude sur la politique budgétaire du gouvernement qui est une véritable condamnation de l'orientation financière prise par le gaullisme au pouvoir.

Précisons cependant que M. Pellenc se présente lui-même comme un Cassandre. Mais son jugement a, pour nous, d'autant plus de valeur qu'il n'est pas pour autant, dans ses conclusions, un debater socialiste.

Nous ne pouvons ici faire une analyse profonde du volumineux rapport général distribué aux sénateurs (il a 195 pages). Tirons-en quelques exemples importants :

A propos de la valeur des indices sur lesquels s'appuie le gouvernement pour sa prétendue politique des revenus, M. Marcel Pellenc affirme que « le souci majeur — pour le gouvernement — semble avoir été de bloquer surtout l'instrument qui sert à mesurer la variation des prix. On taxe, dit-il, le merlan frais, mais on ne fait rien pour la sardine, le hareng ou le maquereau. On détaxe de cinq francs — anciens — les « gauloises » mais rien pour les « gitanes » (parce qu'elles ne figurent pas dans l'indice). On taxe le prix du fer à repasser — qui figure dans l'indice — mais

on écarte la cafetière ou le moulin à café. On a bloqué l'indice des 179 articles en bloquant l'échantillonnage des produits témoins qui servent à la confectionner... »

Or le véritable indice — le plus valable — est celui des 250 articles, mais il n'est pas reconnu pour la fixation du S.M.I.G.

### Les prix

Prenons maintenant le problème des prix et fixons rapidement tout d'abord les étapes de la dégradation interne de la monnaie :

- 6 % de 1958 à 1959,
- 3,6 % de 1959 à 1960,
- 3,3 % de 1960 à 1961,
- 5 % de 1961 à 1962.

Prenons maintenant l'indice général des prix de gros :

Depuis décembre 1958 : hausse de 16,7 %, soit une moyenne annuelle de 3,6 % ; moyenne en hausse d'août 1962 à août 1963 : 4,4 %.

Voici les indices des prix de détail : En quatre ans et huit mois, c'est-à-dire de décembre 1958 à août 1963, le prix de la vie s'est accru de 23,4 %. La moyenne s'établit donc à un peu plus de 5 % et elle s'est accélérée au cours des derniers douze mois en atteignant 6,5 %.

Ne pouvant continuer plus avant l'examen de ces indices qui servent, cependant, à l'éclairage de la politique économique et sociale du gaullisme, terminons-en avec le tableau suivant illustrant le pouvoir d'achat de l'heure de salaire (selon l'indice des 250 articles, non retenu, rappelons-le, pour la fixation du S.M.I.G., parce qu'il s'approche au plus près de la réalité que ne représente pas l'indice des 179 articles).

- 1962 : 3<sup>e</sup> trimestre : + 1,6 % ; 4<sup>e</sup> trimestre : — 0,3 %.
- 1963 : 1<sup>er</sup> trimestre : + 1,3 % ; 2<sup>e</sup> trimestre : + 0,7 %.

Et le rapporteur général souligne que si l'augmentation globale de la masse salariale a augmenté le volume de la demande (en raison de l'accroissement sensible des effectifs — 2 % — et de modifications des structures hiérarchiques), la production reste bien en deça des prévisions du Plan. Toutefois, une partie de l'augmentation de la production a été récupérée par l'Etat sous forme d'impôts, une autre a été épargnée, une troisième a été épongée par les hausses de prix.

### Le plan de stabilisation

M. Marcel Pellenc a enfin mis l'accent sur le véritable point sensible de la politique gouvernementale gaulliste : « Comment peut-il y avoir équilibre rationnel avec un budget en augmentation de 10 %, avec un budget du secteur industriel dont l'augmentation est de même importance, sans parler du budget du secteur privé et des prestations de la Sécurité sociale, dont le volume est en augmentation de 25 %, et une production augmentant seulement — en volume — de 4,2 %, mais dont à peine 3,5 % sont commercialisables ? Comment peut-on, ainsi ajuster l'offre à la demande sans qu'il en résulte, comme en 1963, une nouvelle tension sur les prix »

Ainsi le rapporteur met en cause le pseudo-plan de stabilisation.

Concluant, il dit :

« Il n'est pas possible d'obtenir sans réserve son adhésion — de la population — et sa confiance lorsque l'on offre à cette population le spectacle permanent de la disproportion qui existe entre, d'un côté, les libéralités exagérées et les dépenses de prestige que l'on fait de nos jours, et d'un autre côté, l'insuffisance de l'effort accompli pour tout ce qui touche à ses conditions d'existence, à ses facilités de travail et aux conditions dans lesquelles elle peut s'installer... »

On a imposé aux travailleurs, en 1959, une longue période d'austérité. On n'a cessé ensuite de leur vanter les résultats obtenus sur le plan économique en leur demandant de patienter ; on leur a promis l'année sociale et on en vient maintenant à se dérober au rendez-vous d'octobre en leur disant — ce qui est vrai — que la situation a brusquement empiré... »

Enfin, M. Marcel Pellenc dénonce la politique gouvernementale : « La constitution d'une force nucléaire stratégique, l'entretien d'une armée classique, les recherches atomiques et spatiales, l'aide aux pays en voie de développement sont autant de dépenses dont le montant apparaît démesuré, compte tenu de notre potentiel économique et des besoins urgents dans d'autres secteurs. Elles représentent le quart du budget et près du dixième du revenu national... A lui seul, le plan antihausse du 12 septembre ne suffira pas à redresser durablement une situation dont la dégradation est allée en s'accroissant de mois en mois... »

Nous ne pouvons, ici, indiquer quelles seraient les mesures à opposer — dans un contre-plan (s'il existait dans la gauche de l'opinion publique de ce pays) aux propositions gouvernementales. Nous soulignerons toutefois que M. Marcel Pellenc ne passe pas pour un de ces opposants socialistes ou communistes, en quête d'une querelle antigauilliste. C'est pourquoi les conclusions du rapporteur général de la loi de finances sont particulièrement intéressantes à retenir.

Ne serait-ce que pour l'information de nos concitoyens, n'en déplaise au journal la Nation qui avoue cependant que les Français ne sont pas encore suffisamment informés, mais qu'il est abusif de le faire par le canal des conseils généraux (trop près de la population, peut-être). La radio gouvernementale doit suffire, évidemment !...

B. R.

# PAR CRAINTE DE L'ÉCHEC, GISCARD



## RETAPE SON PLAN DE STABILISATION

« **L**e plan de stabilisation ne sera qu'un feu de paille », écrivions-nous il y a deux mois, au lendemain de son lancement. L'expérience nous donne tellement raison que le gouvernement prend maintenant peur d'un échec probable et renforce, pour la seconde fois, les mesures prises le 12 septembre.

Déjà, il y a un mois, il avait décidé une « rallonge » au plan, devant l'inefficacité de ses appels à la coopération des bouchers et des salariés du secteur public. Il avait alors instauré le système du blocage semi-automatique du bœuf ; plafonné les tarifs des garages, les prix des vins courants, de la bière, des bananes, du riz, du gaz (pour économiquement faibles), du saint-paulin ; enfin limité les marges commerciales pour de nombreux fruits, les cuirs et les brosses.

En sens inverse, il avait lâché du lest à l'égard des salariés de l'Etat, leur accordant... 1 p. 100 de hausse annuelle supplémentaire (de façon à porter de 3 p. 100 à 4 p. 100, pendant la durée du « plan », le rythme annuel d'augmentation de leurs salaires).

Ce contre-feu s'est montré tout aussi insuffisant que les mesures du 12 septembre. Aussi Giscard d'Estaing retape-t-il, une seconde fois, son plan.

### Les signes d'échec

A quoi se voit le début d'échec du « plan de stabilisation » ? A cinq faits :

1°) Les prix continuent à monter. Même les indices officiels du coût

de la vie, pourtant manipulés depuis deux mois comme ils ne l'avaient jamais été dans le passé, ont continué à monter. Bien que le pouvoir ait, jusqu'ici, pesé sur 115 produits (1) de l'indice des 250 articles — feu Ramadier en pâlinait d'envie, lui qui n'avait « tripatoillé », en 1956-1957, qu'une vingtaine des 213 articles ! — l'indice a monté de 0,15 p. 100 en octobre. Même le bifteck, qui avait tenu le devant de la scène pendant six semaines, s'est remis à augmenter, dépassant de nouveau le plafond autorisé.

2°) L'expansion que le pouvoir comptait « casser » continue. Les derniers chiffres montrent que la production industrielle n'a pas faibli, au contraire.

3°) Les salaires du secteur privé continuent, de leur côté, d'augmenter, à la cadence de plus de 8 p. 100 l'an. Ce que le pouvoir considère comme détestable.

4°) Les salariés du secteur public ont pris, de leur côté, conscience du danger dont les menace le pouvoir gaulliste et, pour ne pas se laisser distancer par ceux du privé, multiplient les grèves unitaires.

5°) Enfin le déficit commercial subsiste, lui qu'on espérait voir disparaître comme en 1959. Il a même eu tendance à augmenter en octobre, les importations dépassant du tiers celles de l'année précédente, alors que les ventes à l'étranger n'augmentaient, elles, que du dixième. La forte consommation intérieure explique le premier mouvement et la hausse des prix français le second.

Du coup, les rentrées de dollars, qui se poursuivaient, depuis plusieurs

années, au rythme de 70 à 100 millions par mois, sont tombées à presque rien.

### Seconde retouche au « plan de stabilisation »

Giscard d'Estaing, qui a fort imprudemment lié son sort au succès du plan, commence donc à s'affoler. Et faute de savoir quoi faire, il fait un peu n'importe quoi :

\* D'abord, il accentue les manipulations d'indices. La nouvelle baisse des droits de douane, intervenue le 16 novembre, porte presque exclusivement sur des produits inscrits à l'indice : 16 sur 25. On y trouve les lentilles et les brosses à dents, les conserves de tomates ou de petits pois et les citrons, les taies d'oreiller et les haricots... Ce sont ainsi près de 4 p. 100 de la pondération de l'indice des 250 articles (davantage même pour l'indice des 179 articles) qui sont manipulés.

Cela porte à 43 p. 100 du premier (et à 55 p. 100 du second) la part des indices officiels « tripatoillés » par le pouvoir. Si, cette fois, les indices ne baissent pas !... L'ensemble des prix, c'est une autre affaire...

\* Le blocage des tarifs de certains « services » aura probablement le même but. On peut donc s'attendre que soient bloqués les tarifs inscrits dans l'indice du coût de la vie : ceux des blanchisseurs, en particulier.

\* Le bœuf extra, qui avait profité de la liberté qui lui était laissée pour atteindre des tarifs astronomiques est, à son tour, soumis au régime du

blocage des marges. Ce qui ne l'empêchera pas de monter au détail, si les cours à la production progressent.

\* Enfin — et c'est la mesure la plus spectaculaire — le taux d'escompte de la Banque de France est majoré de 0,50 p. 100. Ce qui aura pour effet immédiat de renchérir le prix de l'argent emprunté par les entreprises auprès des banques.

### Trois raisons à la hausse du taux de l'escompte

Pourquoi cette dernière mesure, tout à fait contraire à la « ligne » officielle de la stabilité des prix ? On peut en donner trois raisons :

— la première est psychologique : c'est sans doute la plus importante. On veut persuader l'opinion, et notamment la classe moyenne chère à Pinay, que le gouvernement est vraiment décidé à freiner l'expansion ; la hausse de l'escompte fait, en effet, partie de la panoplie classique du gouvernement « déflationniste » (disons partisan d'une certaine récession) ;

— la seconde raison est économique : en renchérissant le crédit, on espère décourager l'investissement, donc mettre en route un processus de ralentissement de l'activité dans les industries d'équipement au moins. Le système est en soi absurde : d'abord parce que ces industries d'équipement sont justement, pour la plupart, en crise et qu'il faudrait les stimuler plutôt que les ralentir ; ensuite parce que si l'on veut ralentir l'activité de certains secteurs, il suffirait de diminuer (en relevant le « coefficient de trésorerie » des banques, par exemple) le volume du crédit qui leur est distribué, sans chercher à augmenter le prix de ce crédit, qui se traduira forcément par une hausse des prix industriels ;

Ces contradictions montrent bien l'affolement qui commence à régner du côté de chez Giscard.

— troisième et dernière raison : la raison politique : en relevant le taux de l'escompte, on espère attirer quelques millions de dollars supplémentaires qui amélioreront la position financière française — et gêneront celle des Etats-Unis — au moment où vont commencer, à Genève, les négociations sur le « plan Kennedy » d'abaissement mondial des droits de douane.

### Les contradictions du néo-capitalisme

Ce nouveau coup porté aux U.S.A. est bien dans la manière gaulliste, selon laquelle seuls comptent les rapports de force, dans la politique internationale.

Au total, cette seconde « rallonge » au plan de stabilisation sera-t-elle plus efficace que la première et que le plan lui-même ? Nul n'oserait l'assurer, encore qu'il soit certain qu'à la longue, les mesures anti-expansion prises par le pouvoir — et celles qu'on prépare encore — finiront par réduire la croissance économique nationale.

Nous sommes là au cœur des contradictions de l'économie néo-capitaliste : faute de savoir orienter et régulariser l'expansion, cette économie se condamne à la briser périodiquement, et en faisant supporter le poids principal de l'opération aux catégories les plus défavorisées de la nation : familles, vieux, petits exploitants agricoles, salariés du secteur public...

Rien ne montre mieux la nécessité et l'urgence du socialisme que le néo-capitalisme dans l'exercice de ses abus.

M. Rungis.

(1) Une trentaine de produits ont subi des baisses autoritaires ; quinze autres ont vu leur prix bloqué ; à peu près autant ont eu leur marge commerciale plafonnée ; enfin plus de 50 ont été l'objet d'une baisse unilatérale des droits de douane.

## F.O. : Un congrès important

DU 20 au 23 novembre va se tenir à la Mutualité le congrès de la C.G.T.-F.O. On sait que si Force Ouvrière occupe une situation prédominante dans la fonction publique, il n'en va pas de même dans les secteurs industriels où elle se trouve généralement supplantée, non seulement par la C.G.T., mais aussi par la C.F.T.C. Néanmoins, le congrès de F.O. est un événement important en raison de l'évolution qui se manifeste à l'intérieur de la centrale.

### Les contradictions de la majorité

En effet, alors que les militants de F.O. ont quitté en 1947 la C.G.T. qu'ils estimaient soumise à l'emprise d'un parti, ils sont amenés à pratiquer de plus en plus fréquemment l'unité d'action avec leurs anciens camarades et aussi avec une C.F.T.C. qui présente de moins en moins le visage traditionnel auquel ils étaient habitués. D'autre part, une nouvelle génération de militants est apparue qui n'a pas été marquée par la scission et qui exige un renouvellement des idées et des méthodes, en particulier en ce qui concerne les problèmes économiques. Cela ne va pas sans provoquer des remous et sans nourrir l'inquiétude des dirigeants actuels, en premier lieu de Robert Bothereau, qui va d'ailleurs prendre sa retraite à l'issue du congrès.

Venu de son U.D. du Loiret dans les années 30 pour occuper un poste de secrétaire confédéral dans la vieille C.G.T. de Jouhaux, Bothereau s'est voulu le meilleur disciple de ce dernier. Militant expérimenté, pondéré, Bothereau n'a toutefois pas l'envergure de celui qu'on appelait le « général », connu pour sa prudence, il manque d'élan, de flamme ; il n'a qu'une seule passion : l'anti-communisme. Il incarne assez bien au fond une génération de militants « confédérés » et est très représentatif de l'état d'esprit de la majorité de F.O. appuyée sur les syndicats de fonctionnaires.

Parler de cette majorité qui n'est guère menacée par les coups de boutoir de l'opposition, c'est aussi évoquer ses contradictions. Pleins de ressentiments à l'égard des communistes de la C.G.T., ces hommes ont souvent la nostalgie des heures glorieuses du Front Populaire et de l'unité syndicale.

Se déclarant plus proches de l'esprit démocratique qui anime la C.F.T.C., ils se méfient malgré tout des militants de cette centrale qu'ils ont tendance à classer en bigots attardés et en « progressistes » qui aiment à flirter avec les « cocos ». Souvent sympathisants de la S.F.I.O., ils ne proclament pas moins leur attachement à l'indépendance syn-

dicale et se réfèrent volontiers à la vieille charte d'Amiens. Peu favorables au régime actuel, adversaires de l'autoritarisme gaulliste, ils affirment parfois, de façon un peu hypocrite, « ne pas faire de politique ».

Attachés à « la politique de présence », ils restent toutefois marqués par les traditions anarcho-syndicalistes propres au mouvement syndical français. Favorables à l'idée de « plan », ils sont pour une « planification souple », non impérative. Partisans d'une meilleure connaissance des revenus des catégories non salariales, ils deviennent hostiles à toute politique des revenus, même dans un autre contexte politique, même si les syndicats participent véritablement à l'application du Plan. Ils reprochent d'ailleurs à la C.F.T.C. de se politiser et de ne pas suffisamment prendre garde aux dangers « d'intégration » du syndicalisme dans l'Etat.

Les minoritaires traditionnels, qui reprochaient aux dirigeants confédéraux leur hostilité à l'unité d'action, leur « réformisme » et leur manque de combativité, sont d'ailleurs d'accord avec la majorité sur ce thème de « l'intégration ». C'est le cas par exemple d'Alexandre Hébert, le secrétaire de l'U.D. de la Loire-Atlantique, un des survivants les plus bruyants de l'anarcho-syndicalisme, un des plus disposés aussi à s'allier avec Bothereau et ses amis contre les « mignons » du syndicalisme moderne. C'est le cas des hommes groupés autour du bulletin « Le Militant » qui s'indignent de voir la Confédération discuter avec MM. Bloch-Lainé, Rueff, Sauvy et qui ont contribué à faire voter récemment par le Comité général de l'U.D. de la région parisienne, une motion demandant le retrait de F.O. des organismes du Plan et des comités d'expansion.

### Une nouvelle minorité

La bataille du précédent congrès, il y a deux ans, s'était livrée sur la présence des syndicalistes au « Conseil supérieur du Plan ». Mais la minorité favorable au retrait comprenait aussi bien ceux qui, comme Hébert, sont hostiles par principe à toute participation des militants qui, comme Maurice Labi et Robert Cottave, voudraient une planification plus démocratique et plus efficace. Un moment réunis au lendemain d'un congrès qui avait été marqué par un progrès de la minorité et une poussée des jeunes, ces hommes devaient s'opposer rapidement.

En fait, les discussions à l'intérieur de la minorité de « Force Ouvrière » ne sont pas sans rappeler les débats du P.S.U. Il existe plusieurs groupes dont il

est parfois difficile de discerner les portions.

Du côté des traditionalistes, il faut citer Roger Lapeyre, secrétaire de la Fédération F.O. des Travaux publics, un des fondateurs du « Mouvement pour un syndicalisme uni et démocratique » avec les dirigeants de la F.E.N. Lapeyre anime un groupe de militants fonctionnaires, agents des services publics et nationalisés qui s'est réuni récemment à Bourdonné (Seine-et-Oise).

S'ils sont partisans d'une révision de « la terminologie du mouvement syndical français » qui devrait parler non plus seulement de classe ouvrière, mais du monde des salariés, ces militants proclament leur attachement à la charte d'Amiens et mettent en cause la présence dans les organismes du Plan « dont le pouvoir fait un instrument de propagande et de doctrine ».

Cette affirmation se justifie dans les conditions politiques actuelles, mais rend aussi nécessaires des contrepropositions constructives comme le pensent d'autres militants.

Un groupe plus important, qui comprend les responsables des principales fédérations du secteur privé, a un caractère nettement plus « révisionniste ». Ce sont les animateurs du colloque de Poincy-la-Forêt qui publient maintenant un bulletin. Il y a là Laval de la métallurgie, Labi de la chimie, Cottave des cadres, Charlot de l'alimentation, Sidro, le leader de l'importante fédération des employés. Ce sont pour la plupart des hommes jeunes et dynamiques qui mèneront la bataille au congrès confédéral. Ils n'entendent pas éluder les responsabilités du syndicalisme dans la nation. Ils sont favorables à des mesures de socialisation, à la planification de la production et de la consommation, à la déconcentration des pouvoirs étatiques. Attentifs à l'évolution comme au contexte européen, ils sont favorables à la reconstitution de l'unité syndicale. C'est ainsi qu'ils déclarent récemment : « Que l'unité d'action ne pose plus de problèmes, car sa nécessité est admise dorénavant par la quasi-totalité des militants de F.O. ; le problème important qu'il faut étudier dès maintenant, c'est celui de l'unité syndicale. »

Un problème devant lequel les traditionalistes de la gauche et de la droite de « Force Ouvrière » se voilent pudiquement la face.

Nul doute que le prochain congrès confédéral ne soit un épisode important de cette « bataille des anciens et des modernes » qui se livre dans tous les syndicats et partis de gauche.

Maurice Combes.

# LES SYNDICATS HOSPITALIERS POSENT PUBLIQUEMENT LE PROBLEME DE NOTRE SANTE

LES trois syndicats hospitaliers C.G.T., F.O., C.F.T.C. de la Seine ont tenu le 15 novembre, à la Mutualité, une conférence de presse sur les conditions de travail dans les hôpitaux.

## 7 JOURS DE GRÈVE A TRIEUX

De notre correspondant  
R. Maurice)

QUAND paraîtront ces lignes, nos camarades mineurs seront prêts à attaquer leur 7<sup>e</sup> semaine de grève au fond de la mine ; non pas seulement pour manifester contre les 258 licenciements de leur puits, mais pour la sauvegarde de la profession, du bassin férifère et de la vie de toute la Lorraine.

Ce problème a été si bien compris que la solidarité vient de partout : travailleurs de la métallurgie, des houillères de Lorraine, des houillères du Nord, des cheminots, en un mot de l'ensemble des travailleurs, car le mot « unité » n'est pas un vain mot. Et puis ce grand élan de solidarité de toute la population de plusieurs départements appartenant à toutes les couches professionnelles, sociales et confessionnelles draine chaque jour vers Trieux argent et victuailles, permettant à nos camarades et à leurs familles de continuer leur juste lutte.

Et pendant ce temps, que fait le patronat ? Il maintient sa brutale décision de déporter la moitié d'une commune, il fait pression, il renouvelle ses promesses de reconversion, mais quelle reconversion ? Une reconversion utopique, puisque, que ce soit dans la métallurgie (fermeture de hauts fourneaux) ou dans les houillères (excédent de personnel), et quand bien même serait-elle possible, ce ne serait qu'une reconversion de régression sociale, les intéressés voyant leur niveau de vie diminuer du fait de leur changement de profession, ainsi que la perte des avantages sociaux de leur profession.

### Le mur du silence

Et pourtant les syndicats, qui ne sont pas des partisans du tout ou du rien, ont fait d'intéressantes propositions au représentant du ministre de l'Industrie et du Commerce lors de leur entretien avec ce dernier le 12 novembre. Le même jour étaient également reçus un grand nombre d'élus, de maires du bassin férifère, qui firent également des suggestions valables, mais ce qui est regrettable c'est le mur du silence du côté gouvernemental.

Une des propositions des syndicats, la répartition des commandes du minerai lorrain dans l'ensemble du complexe sidérurgique. Car que manque-t-il à Trieux pour conserver l'ensemble de son personnel : l'expédition journalière d'une rame de minerai, soit 1.800 tonnes environ. Lorsque l'on considère ce que représente ce tonnage sur la production d'environ 57 autres puits de mine, dont certains appliquent un horaire de 44 heures, nous pensons qu'une péréquation est possible.

Et puis l'application des recommandations de la table ronde car, dans toute cette affaire, il ne peut être fait reproche aux syndicats car, en ce qui les concerne, leur attitude du mois de mars le prouve, ce qui n'est pas le cas du patronat.

En conclusion, dans ce conflit, camarades mineurs, c'est vous qui défendez la bonne et juste cause, et l'UNITE sans faille dont vous faites preuve sera l'arme de votre victoire.

A plusieurs reprises, dans « Tribune Socialiste », lors des actions du personnel de 1962 et 1963, nous avons insisté sur l'état angoissant des hôpitaux de la région parisienne, état qui risque de devenir encore plus angoissant, dans les années à venir, car même si on le voulait, certaines détériorations ne pourraient être réparées avant un long délai.

Les rapports présentés par les responsables syndicaux ont cité une telle accumulation de faits scandaleux qu'on est confondu qu'ils puissent être tolérés dans un pays techniquement et économiquement développé, et que même la presse bourgeoise n'ait pu les passer sous silence.

### Dans les hôpitaux psychiatriques

Ce sont les plus défavorisés. Au point de vue des locaux : alors que le nombre des malades mentaux soignés dans les hôpitaux et les colonies familiales est passé de 9.000 en 1945 à 14.000 en 1961, il n'y a que 11.000 lits environ disponibles.

Au point de vue du personnel, les effectifs sont d'une insuffisance criante, alors que les thérapeutiques sont de moins en moins contemplatives et de plus en plus actives et rééducatrices. En trois ans, le Conseil général de la Seine a voté la création de 1.822 emplois, ce qui est déjà inférieur aux besoins mais les ministères de tutelle n'en ont accordé que 744, soit 40 %.

A Sainte-Anne il manque 120 infirmiers ; 120 également à Villejuif.

En ce qui concerne le personnel ouvrier, 23 % des postes budgétaires d'ouvriers d'Etat ne sont pas pourvus (en effet dans certains cas l'administration trouve plus avantageux de faire faire le travail par du personnel non qualifié, moins bien payé, dans d'autres cas au contraire elle passe convention avec des entreprises privées).

La pénurie entraîne évidemment un surmenage constant pour le personnel en fonction, et les congés de maladie excédant 15 jours ont augmenté dans les services médicaux de 27 % entre 1958 et 1959.

### A l'Assistance Publique de Paris

La situation n'est guère meilleure. Alors que la population a doublé depuis 1945, le nombre de lits d'hôpitaux est resté sensiblement le même (cependant que les cliniques privées poussent et prospèrent comme des champignons).

D'après un rapport de la Direction générale de l'A.P. il faudrait avant 1970 :

15.700 lits nouveaux (soit 30 hôpitaux de 500 lits) et la modernisation de 13.500 lits actuels.

Dans certaines salles comme à Broussais, en médecine, l'encombrement est tel que la soignante ne peut passer avec le chariot à soins qu'en déplaçant successivement les trois rangées de malades.

Quant au personnel, toujours d'après la Direction générale de l'A.P., il manquera d'ici 1970 plus de 8.000 infirmières, ce qui représente plus que l'effectif existant (6.000 infirmières diplômées).

En fait, si l'on suivait les indications du Bureau International du Travail (B.I.T.), il faudrait 16.000 à 17.000 infirmières à l'A.P., soit près de trois fois ce qui existe.

Devant ces carences graves, que fait-on actuellement dans le domaine de la formation ? L'A.P. forme chaque année 7 à 800 infirmières, mais... les départs s'élèvent annuellement à 850.

### Les remèdes dans l'immédiat

C'est d'abord une augmentation massive des crédits de la Santé Publique (actuellement 2,5 % du budget national) qui permettra :

— l'installation de 15.700 lits dans la région parisienne,

— le recrutement et la formation de 8.000 infirmières,

— les 40 heures sans diminution de salaire (au lieu de 48 heures faites actuellement).

— des horaires et des conditions de travail permettant au personnel (en majorité féminin) d'avoir une vie de famille normale : 2 jours de repos hebdomadaire — repos du dimanche plus fréquent — congé d'hiver pour travail insalubre — logement pour le personnel, le plus souvent d'origine provinciale).

— une formation professionnelle permanente.

### Bilan de l'action et perspectives

La réunion du 15 novembre représente un progrès très important dans l'action unie des trois syndicats hospitaliers.

Les syndicats, tout en revendiquant pour les conditions de travail du personnel, sont apparus en même temps parmi les meilleurs défenseurs de la Santé Publique.

En posant publiquement le problème avec une certaine ampleur ils ont mis l'opinion publique avec eux ; la quasi-totalité de la « grande presse » a été obligée d'en parler.

Une fraction encore restreinte mais cependant active du corps médical a manifesté son appui à la position des syndicats. En particulier un représentant du G.E.R.M.M. (Groupement d'Etudes et de Recherches pour une Médecine Moderne) est intervenu, affirmant sa solidarité avec les revendications du personnel et reliant ces problèmes à celui d'une Organisation de la santé qui ne serait plus considérée comme une charge, mais comme un service, l'un des premiers services du pays au côté de l'Enseignement.

Ces résultats, aussi importants

soient-ils, doivent être considérés comme une étape, et le problème de la santé doit devenir un nouveau front de lutte contre la politique anti-sociale et militariste du gouvernement.

En effet il ne faut pas craindre de mettre en évidence que, si la politique sanitaire poursuivie depuis quelques décennies (sous la IV<sup>e</sup> et la V<sup>e</sup> République) a, en fait, sacrifié le secteur public au secteur commercial, ce n'est pas le simple fait du hasard.

Le Congrès de l'hospitalisation privée qui s'est tenu en juin 1963 s'est terminé par un communiqué où on peut lire entre autres ces phrases révélatrices :

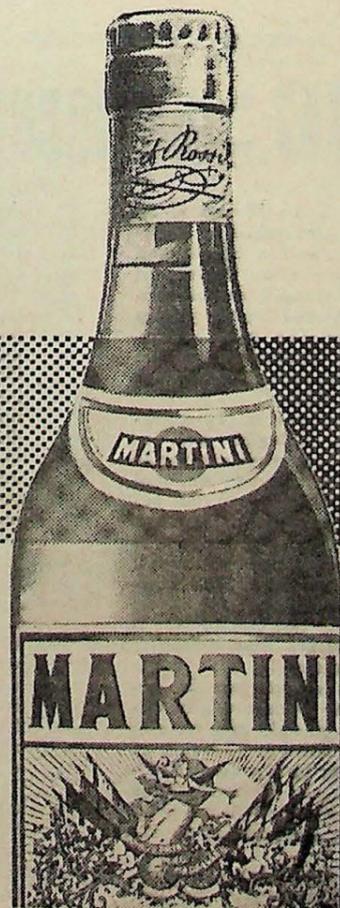
« Il importe qu'une politique d'encouragement soit poursuivie sous la forme de subventions, d'avantages fiscaux et d'aménagement plus rationnel des prix des journées autorisées.

— L'action doit non seulement être poursuivie mais encore approfondie et élargie.

Et nous posons la question : Pourquoi, à l'instar de ce qui se fait dans d'autres domaines, un Comité ne coordonnerait-il pas l'action de toutes les organisations particulièrement intéressées aux problèmes de la Santé publique : syndicats hospitaliers, médecins progressistes, étudiants en médecine (concernés par la réforme de l'Enseignement), administrateurs de la Sécurité sociale, Fédération des malades et des handicapés physiques ?

Docteur Albucher  
et Marcel Atlan

# MARTINI



l'apéritif

# AUTOGESTION

## au premier Congrès

### ADDIS-ABEBA

#### Un temps de réflexion

LES trente-deux ministres des Affaires étrangères des pays africains sont donc parvenus à clôturer leur ordre du jour avec un jour d'avance sur l'horaire prévu. Ce n'est pas sans appréhension qu'ils ont abordé cette session spéciale consacrée au règlement du différend frontalier algéro-marocain. Ce règlement, dans le cadre de l'O.U.A., représente, à coup sûr, une victoire pour les pays africains appelés, désormais, à aplanir leurs propres difficultés en dehors de l'ingérence des grandes puissances étrangères. Mais c'était, en même temps, mettre à rude épreuve un organisme encore fragile, frais émoulu.

On a cherché, dans ces conditions, à tourner la difficulté en éludant la discussion sur le fond et en se bornant à désigner la commission d'arbitrage prévue par le protocole de Bamako. Cette commission rapportera ses conclusions en février prochain, ce qui laisse une marge de réflexion suffisante et permettra peut-être l'aboutissement de négociations directes entre Rabat et Alger.

En marge de cette conférence, on a assisté à l'inauguration du Parlement au Maroc, et à l'ouverture, par Ben Bella, des travaux de la commission chargée de la préparation du congrès du F.L.N. qui se tiendra dans un délai maximum de cinq mois. Ces deux événements, bien que d'une nature et d'une signification différentes, représentent une étape importante dans la vie politique des deux pays voisins et ont ceci de commun qu'ils tendent à l'instauration d'un nouvel équilibre des forces sociales et politiques qui s'affrontent dans chacun des pays.

A. Durez.

EST-CE le conflit frontalier algéro-marocain qui détourna l'attention de l'opinion publique internationale de cette grande manifestation d'un type peu usité? Ou bien s'agit-il d'une volonté délibérée de la grande presse de ne pas mettre en relief ces assises révolutionnaires qui s'apparentent de trop près à un congrès des Soviets?

Le premier congrès national des fellahs du secteur autogéré représente pourtant un moment crucial dans l'évolution de l'Algérie nouvelle. Il incarne à la fois un aboutissement et un nouveau départ. Une consolidation d'un acquis révolutionnaire et une relance de l'autogestion qui doit devenir majeure, souveraine pour exister véritablement.

Il consacre l'établissement d'un certain rapport de forces au sein de l'économie et de l'Etat algérien. Il implique une option qui sera au centre des débats entre dirigeants algériens et commandera les regroupements et les lignes de démarcation futures.

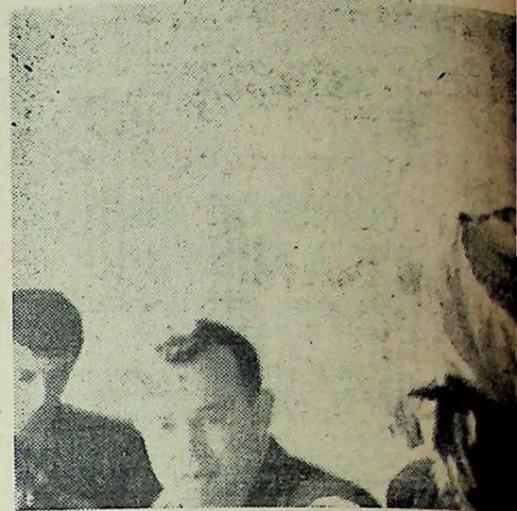
#### La démocratie directe

Le premier congrès national des entreprises agricoles autogérées, qui s'est tenu du 25 au 27 octobre, a été remarquable à bien des égards. Ce fut d'abord une ample démonstration de démocratie directe, révolutionnaire, qui prend une singulière signification dans un pays où le paysan a toujours été brimé, corvéable à merci et conduit aux urnes sous bonne escorte; où sa voix n'a jamais été prise en considération même par les partis nationalistes qui prétendaient le représenter.

Le congrès national a été précédé de pré-congrès départementaux qui ont donné lieu à une première confrontation des expériences des fermes autogérées et à une étude des problèmes spécifiques à chaque département. Une totale liberté a présidé à tous les débats. Les critiques ont été acerbes, ne ménageant ni les préfets ni les fonctionnaires du ministère de l'Agriculture.

Au congrès national étaient représentés tous les présidents des comités de gestion et un délégué élu par cent travailleurs. De l'atmosphère de ce congrès, le correspondant du Monde a tracé ce tableau riche en couleurs:

*« Spectacle étonnant : trois mille paysans, le teint foncé sous leur turban blanc, un visage à l'image de leur terre, travaillé, creusé et pétri par l'érosion, cuit par le soleil, labouré de rides. Trois mille vrais pay-*



« Ils étaient

sans assis dans cette salle à écouter des rapports techniques, des chiffres.

Il n'est pas sûr qu'ils comprennent tous, mais les voir en dit beaucoup plus. Ils sont là, on les appelle « messieurs les congressistes », on leur demande leur avis. Ils ont entre les mains un petit dossier rouge avec des choses très sérieuses dedans. La véritable révolution, c'est cela. Pourquoi s'étonner alors si à chaque fois que le nom de Ben Bella est prononcé ils applaudissent, quitte après à formuler des critiques telles qu'un observateur non averti les classerait parmi les inconditionnels de l'opposition?

Ils ne les ont pas ménagés, leurs critiques. Mal payés, mal approvisionnés, sans matériel ni semences, ils sont venus dire que cela ne pouvait pas durer...

Les paysans algériens ne sont pas contents, ils se plaignent, mais ils veulent aller de l'avant. »

#### Donner son véritable sens à l'autogestion

De ces difficultés, nul n'en fait mystère. L'important, c'était d'en déceler les origines, de mettre à nu les responsabilités, les incohérences, les erreurs, de libérer les freins volontaires ou involontaires qui entravent l'action des travailleurs.

Le discours d'ouverture de Ben Bella aborda d'emblée le fond du problème:

*« Des obstacles se sont dressés contre le fonctionnement des rapports de travail socialistes dans nos campagnes... Nous avons constaté que l'administration était mal adaptée aux nouvelles structures socialistes du pays; que des lenteurs et des obstacles bureaucratiques entravaient l'activité des ouvriers ou compromettaient le résultat de leurs efforts. Nous savons maintenant que le crédit agricole est mal distribué, que souvent le matériel n'est pas laissé à la disposition des producteurs, que la commercialisation des récoltes est défectueuse et que la rémunération des travailleurs en fonction de leur production n'est pas organisée. »*

Ce sont précisément ces questions qui ont été au cœur du débat et qui ont fait l'objet des quatre résolutions adoptées à l'issue du congrès.

1. — **Crédit agricole** : les anciens organismes de crédit seront profondément transformés pour faire place à une Caisse nationale de crédit agricole, placée sous l'autorité du ministre de l'Agriculture, qui disposera de succursales à l'échelle de l'arrondissement ou de la commune qui seront à même d'accorder les crédits nécessaires au moment voulu.

2. — **Matériel agricole** : tous les moyens de production seront remis directement aux entreprises en autogestion.

3. — **Rémunération et répartition du revenu** : une commission nationale fixera la rémunération de base suivant la qualification professionnelle et la répartition des reliquats du revenu de l'exploitation après les prélèvements opérés au profit du Fonds national de réserve et du Fonds national d'investissement.

4. — **Commercialisation** : création de coopératives d'écoulement et d'approvisionnement; remise en fonction des stations de conditionnement et de transformation; participation à la gestion de ces organismes des représentants des entreprises autogérées.

Une même préoccupation se fait jour dans ces résolutions : alléger l'intervention bureaucratique de l'Etat, éliminer les intermédiaires douteux, parasites, donner à l'autogestion son véritable sens. Ces exigences ne peuvent manquer d'avoir de profondes

## MAROC : une façade démocratique

SI l'on croit « Le Figaro », en inaugurant le 18 novembre le Parlement, le roi Hassan II a ouvert une ère démocratique nouvelle au Maroc. Et de nous vanter la générosité de ce souverain avisé qui a accepté de sa propre volonté de se dessaisir d'un certain nombre de ses attributions législatives que les diverses dynasties marocaines exerçaient depuis près de douze siècles.

Cette optique euphorique a l'inconvénient de ne pas être partagée par les partis d'opposition et les syndicats marocains qui sont payés pour savoir de quoi ils parlent. Le parti istiglal, qui ne sacrifie guère au progressisme, a déclaré qu'il refusait de participer « en tant que parti » aux travaux d'un Parlement qu'il qualifie d'illégitime. Il dénonce les élections truquées et ne veut accepter « de cautionner une fausse démocratie ». Il demande néanmoins à ses élus d'assister aux séances parlementaires.

L'U.N.F.P., durement atteint par la répression qui s'abat sur le mouvement depuis le mois de juillet, semble adopter une position semblable à celle de l'istiglal, et qui consiste à dénoncer la façade pseudo-démocratique d'institutions parlementaires taillées sur mesure tout en utilisant cette tribune pour intensifier l'opposition au régime.

Quant à la centrale syndicale — l'U.M.T. — elle voit dans le Parlement « un instrument de l'absolutisme » et elle recommande le boycott de ces Chambres après avoir préconisé le boycott des élections.

La question qui se pose maintenant est

de savoir qui tirera le meilleur profit de nouvelles institutions : renforceront-elles à terme les positions de la monarchie ou celles des partis d'opposition?

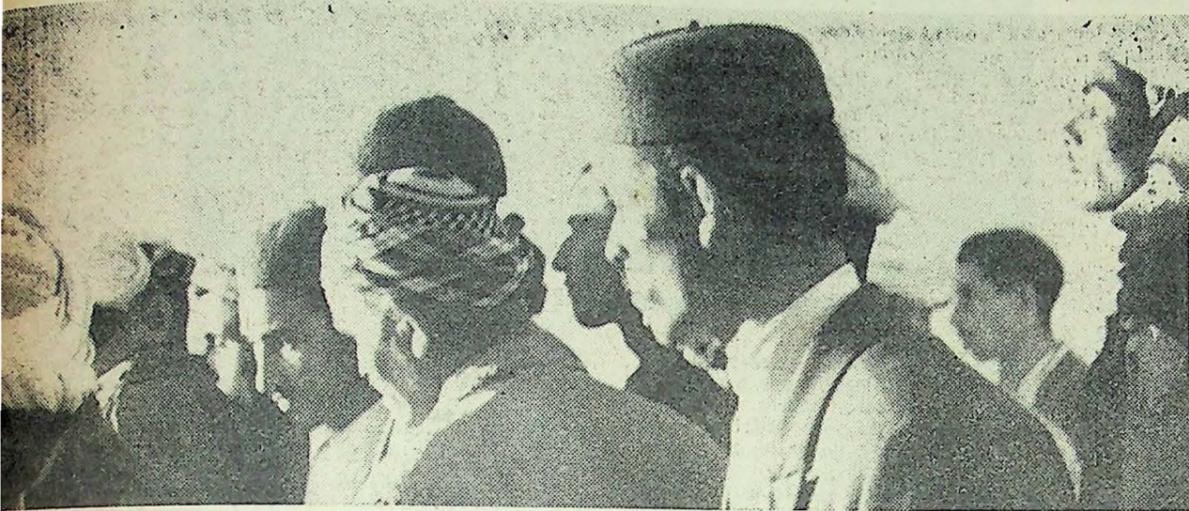
La tentative de Hassan II de se façonner une devanture démocratique en empruntant au style gaullien n'a pas été payante en ce qui concerne les masses marocaines. Une multitude d'expériences a prouvé que l'absence d'élections était moins explosive dans ses effets que des élections truquées. Au surplus, en dépit de ses manipulations, le parti du roi, en lequel « Le Figaro » voit l'équivalent de l'U.N.R., a subi un échec en ne parvenant pas à remporter la majorité des sièges. La plupart des ministres ne furent pas élus.

Aux élections du mois de mai succéda l'attaque en règle contre les dirigeants de l'U.N.F.P. du 19 juillet, suivie d'une répression forcée touchant tous les cadres de ce mouvement à travers le pays. Certains évaluent le nombre des prisonniers politiques de 5.000 à 10.000. Bon nombre d'entre eux ont été atrocement torturés. Le 23 novembre doit s'ouvrir le procès des dirigeants de l'U.N.F.P. qui a été instruit dans l'arbitraire le plus complet.

Qui pourrait être convaincu, dans ces conditions, de la sincérité des aspirations démocratiques de Hassan II. On s'y laissera peut-être prendre dans certaines chancelleries occidentales, mais le peuple marocain peut difficilement mordre à cet hameçon. Si bien que l'on peut légitimement se demander si au lieu de désarmer l'opposition, le roi ne lui a pas fourni de nouvelles armes.

# T VOIES DU SOCIALISME

## grès national des fellahs



là trois mille paysans et ils n'ont pas ménagé leurs critiques».

(Photo Elic Kagan.)

répercussions sur les structures de l'Etat. Il s'agit de définir, en somme, le nouveau rôle de l'administration.

Ce n'est pas, certes, un petit problème. Mohammed Harbi l'évoque en termes tranchants dans l'hebdomadaire *Révolution Algérienne* :

« Les survivances bourgeoises et capitalistes demeurent fortement enracinées dans les services techniques de l'Etat. D'où la tendance à ne voir le progrès du socialisme que dans l'intervention des appareils et leur contrôle étroit sur la production, la commercialisation et la planification. On évoque tour à tour la technicité ou la rentabilité des entreprises pour restreindre les responsabilités des travailleurs agricoles du secteur socialiste. Ces conceptions superficielles ont, dans tous les pays socialistes, abouti à l'échec, car elles oublient que la force déterminante du progrès social demeure l'homme. »

Ces lignes éclaircissent bien certaines contradictions actuelles en Algérie. Elles font mieux ressortir combien la tenue de ce premier congrès national des fellahs représentait en soi un succès probant pour les travailleurs. Ce congrès ne pouvait que prendre la tournure d'une vaste manifestation antibureaucratique. C'était libérer une force révolutionnaire prodigieuse.

### L'esquisse d'un plan

En clôturant le congrès, Ben Bella s'est engagé, au nom du gouvernement, à appliquer aussi rapidement que possible toutes les mesures qui venaient d'être adoptées par cette assemblée. Il annonça que le congrès tiendra ses assises régulièrement afin de poursuivre son action et que d'autres congrès réuniront les producteurs de toutes catégories.

Ben Bella ouvrit, enfin, aux congressistes de nouvelles perspectives que l'on peut résumer en quelques points. En premier lieu, la réforme agraire doit être complétée sous peu. Afin « de limiter la propriété privée à un niveau tel que toute constitution d'une classe privilégiée soit impossible », une loi fixera la superficie maximum de la propriété privée ou de l'exploitation agricole dont pourra disposer une famille d'agriculteurs. Les superficies excédentaires seront confisquées par l'Etat contre une indemnité fixée par la loi.

Une reconversion de la production agricole est prévue également qui visera à adopter les cultures aux besoins du pays. Près d'un million de jeunes entre quinze et vingt-cinq ans doivent être, ensuite, transférés du secteur agricole dans un autre secteur de production. Il est prévu de les regrouper dans des chantiers de travail où ils seront occupés à construire des routes, des écoles, des hôpitaux, des usines.

Un plan de mobilisation générale pour la production et l'investissement doit voir le jour. Les Algériens privilégiés devront faire d'importants sacrifices au cours de cette période d'austérité de dix à quinze ans qui sera consacrée au relèvement de la production et du niveau de vie de la masse et à l'industrialisation de l'Algérie.

### Nécessité d'une doctrine économique

Parvenu à ce stade des projets de réalisations économiques, il devient évidemment malaisé et dangereux d'entreprendre des initiatives qui ne procèdent pas d'un plan élaboré avec soin et d'une politique économique mûrement réfléchie. Ce besoin est

nettement ressenti dans les milieux responsables, mais le problème est plus délicat en ce qui concerne le choix de la doctrine. Le fonctionnement de l'autogestion, notamment, doit être inséré et doit trouver sa justification dans cette doctrine sans quoi cette expérience connaîtra les pires aléas.

*Révolution Africaine*, dans son numéro du 26 octobre, a publié un article très remarqué à ce sujet qui précise d'emblée que « la doctrine économique indispensable pour la reconstruction socialiste du pays doit s'inspirer du marxisme, sinon se confondre avec lui ».

Après avoir souligné l'urgence de recourir

à une doctrine scientifique sous peine de crises, d'échecs et de gaspillages inutiles, l'article fait valoir que les expériences économiques réalisées en U.R.S.S. et dans d'autres Etats ouvriers doivent être assimilées de manière critique et peuvent donner lieu à une création spécifique supérieure. Il indique à ce sujet qu'il « est maintenant pratiquement prouvé qu'une étatisation générale de l'économie, centralement et autoritairement dirigée, est néfaste et aboutit vite à la bureaucratisme et à la sclérose de l'économie. Le cas est particulièrement frappant dans le domaine de l'agriculture où, nulle part, la collectivisation générale et forcée n'a donné de résultats économiques dignes du socialisme ».

Poursuivant son analyse, l'article rappelle que tous les Etats ouvriers passent en réalité par une période préparatoire au socialisme qui doit combiner nationalisations, planifications et méthodes du marché, puis il conclut :

« Nous croyons fermement que la meilleure combinaison de ces éléments est réalisée non pas dans le système de l'économie étatisée dirigée d'en haut, autoritairement, par l'Etat-patron, mais par le système de l'autogestion... L'autogestion est un système qui permet, dans le cadre des objectifs généraux d'une économie planifiée, de préserver les deux facteurs essentiels d'une productivité ascendante : l'intéressement direct moral et matériel du producteur à son travail. »

Nous n'empruntons pas seulement ces longues citations parce qu'elles sont très proches de nos propres conceptions en matière d'édification du socialisme, mais parce qu'elles révèlent, sur un autre plan, le mûrissement révolutionnaire qui s'accomplit à l'intérieur des différentes couches sociales en Algérie.

A. D.

## Vers le Congrès F.L.N.

**B**IEN des hypothèses ont été avancées en marge des tractations qui viennent d'avoir lieu entre Ben Bella et certains dirigeants opposants à des degrés divers. Il a été question de retournements d'alliances, de « pauses », de « cours nouveau » et d'autres choses encore.

Il n'est peut-être pas inutile de se référer à l'interprétation fournie par Ben Bella de ces événements. En réponse à des questions très précises de l'envoyé spécial de « Libération », le Président algérien répondit : « Mon principal souci est que l'appareil d'Etat soit réorganisé de manière à être en contact plus direct avec le parti F.L.N. et les organisations nationales et surtout avec les masses en mouvement... Quel sera le but principal du congrès du F.L.N.? Développer le programme d'une inspiration déjà socialiste de Tripoli en intégrant toutes les expériences, déjà si fécondes, de l'autogestion. Par quels moyens atteindre ce but? Par la mise en place de nouvelles structures plus efficaces, plus véritablement révolutionnaires. »

A la question, si l'on pouvait parler d'un temps de repos après un temps de mouvement, Ben Bella répondit catégoriquement non. Il s'agit simplement, ajouta-t-il, de structurer et de rationaliser l'acquis révolutionnaire. Des initiatives prochaines, dans le domaine industriel notamment, montreront que le mouvement continu.

Concernant, enfin, un nouveau regroupement éventuel des forces politiques algériennes, Ben Bella s'exprima comme suit : « L'essentiel, à mes yeux, est de renforcer la révolution algérienne en cadres et en mi-



litants de valeur. A la suite de la crise de l'été dernier, certains éléments révolutionnaires sincères ne disposaient pas de tous les éléments d'appréciation désirables pour juger de tous les problèmes. Il est souhaitable qu'ils travaillent désormais dans le cadre du parti et de l'Etat, mais en tout état de cause il n'y aura aucun compromis dont la révolution ferait les frais. »

Ce besoin de regrouper les forces politiques est particulièrement ressenti aujourd'hui, au lendemain du congrès des paysans, en fonction de la nécessité de restructurer l'Etat pour l'adapter aux nouvelles tâches. Il n'est plus possible de différer la construction d'un puissant parti qui sera seul à même de contrecarrer l'esprit bureaucratique qui sévit dans l'administration et d'élever le niveau de conscience des masses.

Le congrès du F.L.N. revêtira une importance capitale pour les destinées de l'Algérie nouvelle. Il doit, à la fois, consacrer un meilleur rassemblement des forces, consolider le présent et préparer un nouveau bond en avant. En un mot, ouvrir la voie au socialisme.

Tout ceci n'ira pas sans encombre. La composition de la commission de préparation du Congrès n'est agréée ni par Aït Ahmed, ni par Khider, ni par Robert Bitat. C'est qu'il s'agit, en vérité, de donner naissance à un nouveau parti, le F.L.N. ne pouvant être considéré comme tel jusqu'à présent.

Il était un rassemblement, un front unique, un instrument de guerre. Il n'a pas d'autre vocation, au stade actuel, que de devenir une formation socialiste, quelles que soient les nuances dont on voudra assortir ce choix.

Compte tenu du rôle décisif qui sera imparté au F.L.N., la lutte pour sa direction sera chaude et les principaux dirigeants voudront disposer d'atouts sûrs dans sa préparation.

On doit se féliciter, en tout cas, qu'un accord ait pu être conclu avec l'opposition kabyle, qu'un affrontement sanglant ait pu être évité, que Boudiaf et les autres emprisonnés politiques aient été libérés.

C'est une grande victoire pour le mouvement algérien, c'est un gage de nouveaux succès et du renforcement de la révolution algérienne.

# Le transfert des halles de Paris à Rungis

## Pour certains, de bonnes affaires en perspective

Les halles de Paris disparaîtront le 1<sup>er</sup> janvier 1966, libérant un vaste terrain en plein centre de Paris. Le transfert des halles de Paris à Rungis et la reconstruction de la capitale posent toute une série de problèmes dont la complexité est effarante.

Mais deux points nous paraissent importants :

1<sup>o</sup> Les travaux d'aménagement et de transfert se feront-ils en sauvegardant les intérêts de tous ceux qui touchent de près ou de loin à ce secteur et principalement les travailleurs des halles et du périmètre ?

2<sup>o</sup> Compte tenu que l'affectation de ce secteur sera déterminante pour l'avenir de Paris, la question qui se pose maintenant est : faut-il construire le Paris des affaires sur le Paris historique ? Verra-t-on surgir des gratte-ciel ou des jardins ?

**D**EJA, au début du XVI<sup>e</sup> siècle, le roi François I<sup>er</sup> s'était écrié : « Or ça, Messieurs les échevins, boutez-moi les halles hors de ma bonne ville ! » Cette boutade se concrétisera quatre siècles plus tard. En effet, le 1<sup>er</sup> janvier 1966, les halles de Paris seront transférées à Rungis. Ainsi, plus de vingt hectares de terrain vont être livrés aux bulldozers du modernisme. Ce quartier, qui fait partie de l'histoire de la cité, dont chaque mur évoque un passage de l'Histoire de France, va disparaître par une opération aussi audacieuse que celle du baron Haussmann. Disparaîtront aussi des noms familiers aux oreilles des Parisiens : Montorgueil, Quincampoix, Lombards, Arbre-Sec, etc.

Une immense entreprise d'urbanisme bouleversera notre capitale, mais dans quelles conditions s'opérera le transfert ? Déjà plusieurs projets s'affrontent. Certains réclament la permission de tout raser sur un million de kilomètres carrés et de créer un Manhattan rivalisant avec celui de New York. La décision à prendre est grave, car tout le Paris actuel disparaîtra, du Palais-Royal à la Bastille, de la Seine aux grands boulevards.

### Devant le fait accompli

En premier lieu, il est curieux de noter de quelle façon sont traités en haut lieu les problèmes qui intéressent la vie même de millions de Parisiens. Depuis Napoléon, les élus de la capitale sont placés sous « tutelle ». Leur pouvoir se limite à formuler des « vœux » que le préfet de la Seine se contente d'enregistrer.

Chaque fois qu'il s'agit d'une affaire importante, les conseillers municipaux sont mis devant le fait accompli. Le transfert des halles, comme bien d'autres opérations en cours, a été décidé par le gouvernement.

Or, si le transfert des halles est une nécessité parce qu'il libère un quartier de Paris et permettra de l'aérer, de l'aménager, d'y créer l'espace de verdure qui y fait cruellement défaut, il faut encore ajouter, comme le déclarait **Claude Bourdet** au conseil municipal, l'objectif économique d'un tel transfert doit, en principe, permettre un meilleur rendement des activités commerciales et favoriser une diminution des prix. Ses qualités décisives doivent être : unité, économie, clarté et rapidité.

**Claude Bourdet** ajoutait :

« Nous devons faire ici un certain nombre de réserves et de propositions sur l'emplacement, le coût de l'opération, le caractère national ou régional du marché, la composition de la société mixte, le périmètre de protection, la zone annexe, la convention avec la société de la gare routière de Rungis. »

De plus, l'organisme qui gèrera les halles de Rungis sera « une société d'économie mixte ». C'est un genre d'organisme dont les préoccupations sont souvent fort loin de coïncider avec les intérêts de la population.

Déjà, on peut constater que les travailleurs et les consommateurs sont insuffisamment ou pas du tout représentés au conseil d'administration et ne participent à aucun organisme de la « Société d'économie mixte ».

### Un vote à l'unanimité

Sur proposition du conseiller Turpin, un vœu demandant la représentation des travailleurs des halles aux groupes de travail était voté à l'unanimité. Pourtant, malgré ce vote, le Syndicat du personnel des halles et du périmètre, défendant les intérêts de plus de dix mille travailleurs, n'a jamais été convoqué aux réunions de commissions professionnelles. Et ce malgré des instances auprès du commissaire spécial à l'aménagement des halles de Rungis.

Au siège du Syndicat du personnel des halles et du périmètre, le mécontentement est vif. Personne n'a été consulté sur le transfert. Un responsable nous a déclaré : « Nous subissons ce transfert par la force des choses. »

Par courrier, des questions ont été posées au ministre du Travail, le 14 février 1963. Lettre restée sans réponse, dont voici la teneur :

1<sup>o</sup> Dans quelle mesure la continuité du travail va-t-elle être assurée ?

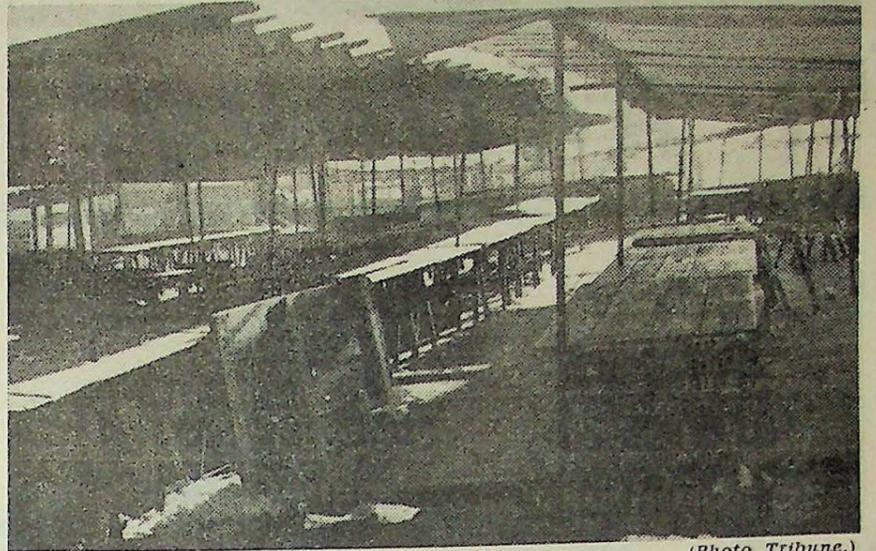
2<sup>o</sup> La société de manutention qui est prévue dans le programme du transfert des halles à Rungis va-t-elle donner priorité aux travailleurs des halles, et comment ?

3<sup>o</sup> Est-il prévu des logements dans l'agglomération de Rungis pour les travailleurs ?

4<sup>o</sup> Est-il prévu des moyens de transport de Paris à Rungis pour le personnel des halles ?

5<sup>o</sup> Si l'ensemble du personnel des halles n'avait pas place à Rungis, que prévoit-on pour son reclassement ?

Le 25 février 1963, le commissaire spécial à l'aménagement a reçu la di-



(Photo Tribune.)

**A la place : gratte-ciel au jardins ?**

rection syndicale du personnel des halles, lui promettant que toutes ces questions seront réglées positivement... Et depuis plus rien.

Dernièrement, dans une lettre adressée à M. Liber-Bou, le Syndicat du personnel des halles et du périmètre (C.G.T.) a précisé sa position en des termes qui ne laissent pas de doute sur sa détermination : « Il est regrettable qu'à chaque transformation économique, ce soient toujours les mêmes qui en subissent les conséquences. Nous avons eu d'autres exemples, en France, dans ce domaine ; fort de l'expérience d'autres catégories de travailleurs, le personnel des halles, dans son ensemble, n'est pas disposé à subir cette transformation sans garantie pour son avenir. Il saura, le cas échéant, faire entendre sa voix, pour que satisfaction lui soit donnée et ainsi ne pas se trouver, en 1966-67, devant le fait accompli. »

### Gratte-ciel ou espaces verts

L'avenir du quartier des Halles est assez préoccupant. Les responsables de l'aménagement de Paris projettent de bouleverser le centre de la rive droite de Paris pour fonder une ville nouvelle à l'emplacement des quartiers existants alors qu'une grande partie de ces quartiers peut être assainie et réhabilitée.

Pourquoi ne pas étendre Paris vers sa banlieue et créer les cités des affaires et du commerce en dehors du centre de la capitale ?

Le projet officiel appuyé par le préfet de la Seine aboutirait à la destruction totale du quartier et la construction de vastes gratte-ciel :

« Concernant la première phase, le carreau des halles permettrait l'édification de 145.000 mètres carrés de locaux commerciaux et d'affaires, un hôtel de 400 chambres, un marché de détail, le marché aux fleurs, 5.000 places de parking en trois sous-sols.

« Sur le plateau Beaubourg pourraient être construits 700 logements de bon standing servant de tiroir par échanges aux phases ultérieures, et complété par un important centre commercial et 1.000 places de parking. »

On compte que près de 400.000 employés travailleront dans les futurs bureaux. Mais où habiteront-ils ? Vraisemblablement dans les cités-dortoirs de banlieue. Sur ces 400.000 employés, au moins 100.000 auront des voitures et on leur offrira 6.000 places de parking. Où gareront les 94.000 autres autos ?

Dernièrement notre camarade Bourdet s'est élevé contre ce projet et a insisté sur l'insuffisance des études faites, notamment dans le domaine sociologique. Il a demandé que de nouvelles études soient entreprises avec le concours de sociologues et d'historiens. Il souhaite que l'on fasse de ce secteur de la rive droite de Paris un lieu de rencontres et d'échanges comportant de nombreux espaces verts, en conjuguant « la mise en valeur du patrimoine artistique avec le rajeunissement du patrimoine immobilier et la modernisation des activités existantes. »

« Ce qui caractérise le centre d'une ville, a-t-il déclaré, c'est son animation, le brassage des activités et des habitants, une population résidant à large éventail social. Il faut que la vie y grouille en permanence. Une cité des affaires le laisserait

sans vie dès que les bureaux se videraient de leurs employés. »

Mais certains ne l'entendent pas ainsi. Un mètre carré de terrain à bâtir, en plein centre de Paris, vaut cent fois plus qu'un mètre carré « d'espace vert ». Les « Pouillon » de tout gabarit sentent que s'ouvre une nouvelle période de prospérité si le projet de reconstruction du centre de Paris est adopté.

Tel est le sens de la lutte que mène actuellement la gauche du Conseil municipal contre ceux qui soutiennent un plan qui ouvre la porte à la spéculation.

**Dominique Laury.**

A l'heure où nous mettons sous presse, nous apprenons, avec satisfaction, que les conseillers municipaux ont rejeté le projet du district qui proposait de raser toute la partie de Paris située entre les halles, la gare de l'Est et la gare du Nord, afin d'y construire un centre d'affaires réservé aux banques, aux bureaux, aux administrations du district.

### BULLETIN D'ADHESION

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....  
.....  
.....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche. (Bulletin à retourner au siège du P. S. U., 8, rue Jenner, Paris (9<sup>e</sup>).

### TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV<sup>e</sup>) Tél. : SUP 19-20  
Rédaction : 8, rue Jenner Paris (IX<sup>e</sup>) Tél. : PIG 66-21

Publicité : Geneviève Mesgulche 6, Avenue du Maine Paris-14<sup>e</sup>. Tél. : LIT 19-39. Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65  
3 mois ..... 7,5 F  
6 mois ..... 15 F  
1 an ..... 28 F  
Soutien ..... 50 F  
Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur-Gérant de la publication : Roger GERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 68-61, rue La Fayette Paris (9<sup>e</sup>)

Cinéma

STUDIO 43 43, Faubourg Montmartre PRO. 63-40

Semaine du 20 au 26 novembre

JOLI MAI

de Chris MARKER

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 20 au 26 novembre

JOLI MAI

de Chris MARKER

# IRAK : LE BAAS EN DÉROUTE...

**N**EUF mois après la mort, dans son palais assiégé, du général Kassem, l'Irak connaît de nouveau une crise sévère. Les observateurs politiques s'attendaient à un renversement de situation à Bagdad, ils ne s'attendaient pas à ce que ce soit le maréchal Aref qui sorte vainqueur de cette bataille qui fut plus une guerre de palais qu'une guerre de rue.

Le régime du maréchal Aref, né du coup d'Etat contre Kassem, était au départ une coalition de forces nationalistes et anticomunistes. Cette coalition fragile fut bientôt dominée par le Baas, ce parti panarabe et qui se dit socialiste.

L'ascension du Baas est mystérieuse, comme est mystérieuse la vie politique au Moyen-Orient. Tout événement va, là-bas, dix fois plus vite que dans les pays occidentaux. À preuve ces épousailles avec l'Égypte, deux fois officiellement annoncées, deux fois remises. Un jour vous êtes l'ami, le lendemain l'ennemi héréditaire. Sables mouvants. Il n'empêche que, silencieusement, le Baas poursui-

vait son œuvre, écartant, emprisonnant ou assassinant tous ceux qui le gênaient, officiers progressistes, Kurdes, amis de l'Égypte, ou simplement apolitiques.

### Une erreur : la reprise de la lutte contre les Kurdes

On épura l'armée, mais n'ayant pas de cadres capables, on confia bien souvent des postes à des gens incapables de les tenir si bien qu'au lieu de contrôler l'armée le Baas par ses injustices et son inaptitude militaire, en perdit les meilleurs représentants qui par contre restèrent fidèles au maréchal Aref, auréolé de son prestige de chef de la Révolution.

Deuxième erreur, la reprise de la lutte contre les Kurdes. Cette lutte un moment suspendue après le coup d'Etat fut reprise sur la demande des chefs militaires avides de « casser du Kurde ». Puis l'armée, comme du temps de Kassem, se fit proprement battre, dans un pays hostile, par un peuple qui

mérite mieux que le silence qui entoure sa lutte désespérée. Là encore, la rancœur des militaires se retourna contre les civils, les politiciens, le Baas.

Celui-ci installé en Irak et en Syrie, actif au Liban, ne bénéficiait pas de l'appui de la population irakienne qui l'avait vu à l'œuvre. Il avait trop de sang sur les mains, ne régnant que par la terreur et s'appuyant sur la police, le Baas après avoir perdu l'armée n'avait plus une seule faute à commettre. Sa seule force après la terreur qu'il inspirait était son monolithisme, du jour où des fractions y apparaîtraient tout serait perdu.

### Le panarabisme n'est pas une politique en soi

C'est ce qui arriva, le Palais de Bagdad commença à résonner de querelles personnelles, uniquement personnelles; ce n'était pas la vie du parti qui était en jeu, simplement la vanité de ses dirigeants. On commença par éliminer M. Ali

Saleh Saadi et ses amis en les embarquant de force dans un avion, puis le lendemain, coup de théâtre, c'était la deuxième tendance, celle qui la veille avait expulsé M. Saadi qui se faisait mettre en prison. La confusion était à son comble, le Baas, déchiré malgré les efforts angoissés des amis syriens qui tremblaient pour leur propre pouvoir, ne surmontait pas sa crise. Le maréchal Aref, qui n'est pas baassiste et que l'on disait en fuite, réconciliait finalement tout le monde, en amenant ses blindés dans la capitale. La mort du Baas irakien n'est pas certaine, mais personne ne souhaite sa survie. Le panarabisme n'est pas une politique en soi, le socialisme de certains pays arabes ressemble fort à celui de Hitler et la lutte menée contre le peuple kurde nous dégoûte profondément. Autant de raisons pour souhaiter à l'Irak un régime un peu plus démocratique, mais la démocratie s'apprend lentement et le maréchal Aref, que l'on dit grand ami de Nasser, n'en est encore qu'aux premières leçons.

Michel Joch.

## Espagne

## APRÈS LES MINEURS, LES INTELLECTUELS

**D**EPUIS quelques mois, il ne se passait pas de jour, à Madrid, sans que l'on parle de Fraga Iribarne, ministre de l'Information, champion de la « libéralisation » du régime, et même, susurrant-on dans les milieux proches du pouvoir, candidat à la succession.

Le brillant ministre est devenu plus silencieux ces derniers temps. C'est que, entre temps, la farce de la libéralisation est devenue évidente pour tous. Sauf pour quelques journalistes de la presse bien pensante étrangère qui continuent de prêter une oreille complaisante à des propos que les faits démentent tous les jours.

Les faits, nous les avons rapportés ici même, il y a quelques semaines. Pendant la grève des Asturies, des mineurs ont été torturés, des femmes tondues, des « meneurs » emprisonnés.

Les faits étaient si notoires et la répression si féroce que 187 intellectuels, parmi lesquels les plus grands noms espagnols, protestèrent publiquement et demandèrent une commission d'enquête sur les agissements d'un certain nombre de policiers, nommément désignés. Pour toute réponse, Fraga se contenta d'ironiser sur les femmes tondues et de démentir sans prouver, et pour cause, l'inanité des faits dénoncés. Dès lors, la polémique était devenue publique.

### Salut à Bergamin

On me permettra ici une parenthèse. L'auteur principal de la lettre de protestation est le vieil essayiste catholique José Bergamin.

Selon une vieille technique, Fraga Iribarne lui reprocha publiquement l'attitude qu'il avait eue au moment de la guerre civile.

Bergamin avait été, à ce moment-là, et le resta longtemps, un des compagnons de route du P.C. espagnol et, à ce titre, son attitude ne fut point opportune lors de l'attaque des communistes contre le P.O.U.M.

Plus tard, en exil, il mena une vie parfaitement digne. Mais il avait le mal du pays. Je me souviens d'entretiens à la Cité universitaire de Paris où il expliquait à des étudiants espagnols ou français qu'il lui fallait revenir. C'était le sujet d'interminables « tertulias » dans lesquelles il décrivait avec précision et émotion ce mal étrange qu'est l'exil. L'exil comme réalité et l'exil comme perspective.

Il rentra donc. Décidé, je crois bien, à être prudent pour préserver son droit de séjour. A 74 ans, et parce que, une fois de plus, les droits les plus élémentaires sont bafoués en Espagne, il a relevé le gant et il a

dit une deuxième fois non au régime. Qu'il soit ici salué.

### Se battre en Espagne

Ce n'est pas par goût d'anecdote que je rapporte ces faits. En vérité, il était devenu trop facile de dire que l'Espagne était silencieuse, ses meilleurs intellectuels ayant quitté le pays.

Une nouvelle génération est née en Espagne qui, non sans hésitation, s'ouvre un chemin. Elle a ses porteurs, pas obligatoirement les

de la libéralisation, par leur activité les intellectuels espagnols soulignent constamment la contradiction du régime, ses fondements réactionnaires, ses méthodes fascistes.

Et le pouvoir est, en définitive, impuissant à interdire l'expression de leur opposition.

Il ne me vient certes pas à l'idée que cette opposition soit plus importante que celle qui se développe sous d'autres formes, plus combattives et plus larges, dans la classe ouvrière. Mais il ne me paraît pas inutile de

l'image trop souvent donnée à l'étranger d'une Espagne en plein marasme économique, non seulement ne relève pas de la réalité, mais dessert la cause des socialistes espagnols que nous défendons ici. En vérité, les objectifs ambitieux que la bourgeoisie espagnole se fixe actuellement dans le cadre de son plan de développement économique, et qui tendent à harmoniser l'économie espagnole avec celle des pays du Marché commun, peuvent être atteints, et plus rapidement qu'on ne le pense généralement.

La stratégie ouvrière, en Espagne, doit donc en tenir compte et la nature de notre aide également.

Or l'un des aspects fondamentaux du Plan qui vient d'être présenté est que, pour qu'il soit réalisé, il lui faut faire appel aux capitaux étrangers, publics et privés.

Le propre commissaire au Plan, Laureano Lopez Rodo, a déclaré que l'Espagne disposait déjà, par financement extérieur, des crédits suffisants pour couvrir la totalité des 355 milliards de pesetas prévus pour les investissements publics au cours des quatre prochaines années.

De son côté, le ministre des Finances espagnol se trouve à Paris pour la conférence de l'O.C.D.E. Mais son objectif principal, comme il l'a lui-même déclaré, est d'obtenir les crédits français que Giscard d'Estaing discutait à Madrid quand l'assassinat de Grimau vint interrompre les pourparlers.

Il serait intolérable que ces crédits soient accordés sans que nous ne fassions rien pour nous y opposer.

Il faut interdire au pouvoir gaulliste qu'il puisse soutenir Franco matériellement. Et ceci peut et ceci doit devenir une campagne populaire.

Sinon nous risquons une fois de plus de laisser faire, jusqu'à ce qu'un autre assassinat vienne émouvoir les bonnes et les mauvaises consciences.

Certes les meetings de solidarité — et celui de la Mutualité, la semaine dernière, était fort beau — sont utiles et indispensables.

Mais il faut donner un contenu moins émotif et plus réel à notre solidarité. Sinon le régime franquiste évoluera dans un sens qui ne pourra être le nôtre, et le plus probable est qu'un « franquisme sans Franco » pourra s'installer pour de longues années en Espagne.

Dans la béatitude des socialistes de partout dans le monde, qui portent l'Espagne dans leur cœur, savent-ils réserver quelques larmes et goûter avec délices les joies du tourisme en Andalousie.

M. Etcheverry.



Mme Grimau était venue apporter son soutien moral aux persécutés de Franco.

(Photo Elie Kagan.)

plus connus à l'étranger. Elle a des aspirations de plus en plus précises et se tourne pour l'essentiel vers le socialisme. Le fait est d'importance si l'on songe aux conditions d'étude, de recherche et de culture qui sont faites à l'étudiant et plus généralement à tout intellectuel en Espagne.

Or ces intellectuels, parce qu'ils se sentent solidaires de leur peuple, parce qu'ils sont enracinés dans la réalité espagnole, entendent non seulement rester en Espagne, mais s'y battre.

Le régime a beau vouloir, dans ces conditions, se donner les apparences

souligner que le mouvement des intellectuels espagnols est un mouvement en profondeur, qui réservera au pouvoir de nombreuses surprises.

### Le Plan et le financement extérieur

Et que celles-ci auront d'autant plus d'importance que les objectifs du Plan de développement économique qui vient d'être présenté vont être utilisés par la propagande du régime jusqu'à satiété.

Est-ce obstination de ma part, je ne me lasserais pas de répéter que

# LES RESOLUTIONS DU III<sup>e</sup> CONGRES DU P. S. U.

## “Textes sur le Programme”

### Texte commun adopté par le Congrès

La Commission du programme propose au Congrès :

1°) La ratification du chapitre « Enseignement » du programme de transition, voté à 82,5 % au Conseil national des 30 juin-1<sup>er</sup> juillet 1962.

Adopté à l'unanimité moins 1 voix et 3 abstentions.

2°) La reconnaissance comme programme économique du parti (jusqu'à la ratification de ce texte par les sections, sans amendements) du programme économique mis au point par la commission du Conseil national de juin 1962. Sont cependant réservés jusqu'au débat qui interviendra ultérieurement sur les institutions les quatre paragraphes de ce programme concernant le rôle dans la planification d'une éventuelle assemblée économique et ses rapports avec l'assemblée politique.

Adopté par 50 voix pour, 1 contre et 6 abstentions.

3°) Enfin la mise en discussion dans le parti, sur l'initiative de la Commission nationale du programme (voir plus loin sa composition et ses méthodes) des chapitres du programme de transition :

— qui ont besoin d'être mis à jour et complétés (politique internationale, dont Europe) ; — qui n'ont pas trouvé de majorité au Conseil national (les institutions) ; — ou qui n'ont pu être discutés faute de temps par le Conseil national de juin 1962 : logement, information, service de santé, politique de la jeunesse, armée, coopération avec les pays en voie de développement. Le texte sur les questions internationales sera mis en discussion le premier, dans les deux mois.

Adopté par 50 voix pour, 1 contre et 6 abstentions.

4°) Création d'une Commission permanente du programme. Constituée de onze camarades, désignés par le C.P.N. et à son image, cette commission préparera les chapitres du programme de transition prévus au point 3°) et les soumettra au fur et à mesure à la discussion du parti.

Après avis des fédérations et sections, la commission rédigera les chapitres dans leur forme définitive et les soumettra au vote du parti ; ce vote aboutira à des assises nationales sur le sujet avant la fin de 1964.

La commission sera habilitée à consulter les camarades et à faire travailler des groupes de travail comme elle l'estimera nécessaire. Elle devra chercher à associer à son travail d'élaboration des camarades et des équipes de province.

Adopté à l'unanimité, moins 1 contre et 1 abstention.

5°) Une version simplifiée et popularisable du programme sera préparée pour être diffusée à l'extérieur à des fins de propagande.

Adopté à l'unanimité, moins 1 contre et 6 abstentions.

### Préambule au programme adopté par 342 voix

#### La transition

Le but du P.S.U. est l'instauration du socialisme. Mais entre la réalisation de cet objectif et les luttes immédiates revendicatives et politiques se situe nécessairement une phase de transition.

Or la société d'aujourd'hui est à la croisée des chemins : entreprises géantes, monopoles, automation, concentration des capitaux, régions en déclin, grandes cités nouvelles... Tout cela appelle impérieusement une économie organisée pour l'homme : un régime socialiste.

Le socialisme est donc en permanence à l'ordre du jour. Mais le régime ne basculera pas vers le socialisme sous l'effet des seules forces économiques ou à l'issue de réformes graduelles ou limitées. La prise du pouvoir par les forces socialistes, acte révolutionnaire, est donc absolument nécessaire.

Il est évidemment impossible de prévoir dès maintenant les conditions précises de cette prise du pouvoir. Le

P.S.U. estime possible, dans la France contemporaine, de franchir pacifiquement les étapes vers le socialisme ; son rôle est d'accélérer ce processus. Mais le P.S.U. n'écarte pas pour autant l'hypothèse d'une issue violente, celle-ci dépendant de la résistance qu'opposeront nos adversaires capitalistes.

### Un programme actuel de mobilisation des classes

Le programme de transition définit les moyens à mettre en œuvre pour passer au socialisme. Ce n'est donc pas un programme destiné à un gouvernement intérimaire, se situant dans le cadre du régime capitaliste mais un programme qui, à partir des préoccupations immédiates des travailleurs préconise des réformes de structure telles que tout retour offensif de la bourgeoisie soit impossible.

Il doit répondre aux conditions concrètes de la société française actuelle (non à celles de la Russie de 1917 ou des pays sous-développés) et définir clairement la perspective socialiste qui doit être opposée non seulement au gaullisme mais aux régimes du même type qui pourraient lui succéder.

Sa mise en œuvre repose sur l'intensification de la lutte des classes, lutte qui associe les salariés, de plus en plus nombreux (même si les travailleurs manuels ne constituent plus la majorité du pays) et ceux des paysans qui ont pris conscience de la nocivité du capitalisme. Le programme n'est donc pas simplement une charte d'accord possible entre organisations populaires, mais un guide pour l'action quotidienne destinée à orienter notre participation à toutes les luttes ouvrières.

C'est un programme de mobilisation des masses destiné à saper la résistance du capitalisme et à faire prendre conscience aux travailleurs, dans l'action, de la nécessité d'une remise en cause des structures économiques et politiques.

Il constitue donc un outil pour hâter la réalisation du Front socialiste, qui associera dans la lutte les travailleurs et leurs organisations (partis, syndicats, groupements sociaux et culturels). La réalisation intégrale de ce programme ne pourra intervenir qu'avec l'arrivée au pouvoir du Front socialiste.

### Des étapes décisives vers le socialisme

Pour que l'avancée vers le socialisme franchisse durant la transition les étapes décisives que n'ont réalisées ni le Front populaire ni la Libération, le programme de transition doit, conformément à l'orientation définie au congrès de Clichy, comporter trois séries d'objectifs.

1. — Sur le plan des structures : il s'agit, par des transformations radicales des bases de notre société, de détruire les fondements mêmes du capitalisme et d'ouvrir définitivement la voie vers la construction du socialisme.

Ces transformations comporteront au moins la socialisation des trusts et du crédit, la réforme des structures agraires, et celle des circuits de distribution.

2. — Sur le plan de la démocratie : il s'agit d'assurer par des transformations institutionnelles les possibilités concrètes pour les travailleurs d'intervenir dans tous les domaines de la vie collective, dans le cadre d'une planification d'inspiration socialiste.

Ces mesures n'impliquent nullement que l'on établisse la dictature d'un parti unique. La liberté sera d'autant mieux assurée que la vie politique ne sera plus limitée à ses secteurs traditionnels et que la démocratie fera son apparition à tous les niveaux de la vie sociale, depuis la gestion des entreprises jusqu'à la détermination des grandes options nationales. Cela implique en outre une réforme démocratique de l'enseignement, un statut indépendant de l'information, la décentralisation régionale rapprochant le pouvoir du citoyen et la transformation de l'armée et de la police.

3. — Sur le plan du mieux-être : une meilleure répartition du revenu national, une réduction sensible de la durée du travail, liée à un salaire mensuel garanti, ainsi qu'une politique socialiste de l'habitat (avec mu-

nicipalisation du sol) devraient entre autres permettre d'obtenir le soutien durable des travailleurs pour l'effort de transformation qui vient d'être défini.

Ce programme ne se présente pas comme une solution globale à prendre ou à laisser, mais comme un ensemble de solutions qui doivent dès maintenant éclairer et guider l'action des masses populaires.

Il est à la fois un programme pour le pouvoir et un programme pour l'action.

### Texte minoritaire

ayant rassemblé 280 voix

Le Parti Socialiste Unifié a pour but l'instauration d'un pouvoir et d'une société socialistes en France. Ce but n'est pas un objectif abstrait, car les conditions économiques et sociales du socialisme sont réunies. De plus, tout retard apporté à sa réalisation a pour effet de renforcer les tendances à l'écrasement de la personne humaine.

Le problème est maintenant de surmonter la méfiance et les doutes que les fautes des organisations traditionnelles se réclamant du socialisme ont semés chez les travailleurs. Méfiance devant l'autoritarisme bureaucratique qui a triomphé dans les pays à économie socialisée. Doubte quant aux possibilités d'une lutte victorieuse pour le socialisme à la suite de l'enlisement des mouvements populaires de 1936 et 1945 dans une politique réformatrice d'aménagement du régime capitaliste.

Le rôle du programme de transition est de lever les obstacles qui retardent la prise de conscience socialiste des travailleurs, d'une part en précisant le contenu profondément démocratique du socialisme, d'autre part en montrant concrètement que les aspirations des masses populaires ne peuvent trouver satisfaction dans le cadre du régime capitaliste. Il ne peut y avoir de fossé entre l'action quotidienne dictée par les besoins des travailleurs et l'action socialiste qui vise à mettre en question l'ordre social capitaliste. L'action quotidienne pour les revendications élémentaires ne peut prendre l'ampleur nécessaire que si elle est éclairée par la perspective socialiste ; et l'action pour le renversement du régime capitaliste ne peut de son côté s'inscrire dans la vie sociale que si elle est portée par le mouvement des revendications élémentaires. Le programme de transition comble le vide artificiellement créé entre lutte quotidienne et objectif socialiste. Il part de la volonté de mieux être, de sécurité de l'emploi, d'accession à la culture et de conquête de libertés pour dénoncer et briser les obstacles mis par le capitalisme à leur satisfaction.

Le programme de transition est par conséquent un ensemble cohérent d'objectifs de lutte, susceptible de rassembler tous ceux qui sont exploités par le capitalisme. Il n'est pas un programme électoral destiné à n'être jamais appliqué. Il fait appel aux travailleurs dans l'immédiat en leur demandant de s'unir pour sa réalisation au niveau des localités et des entreprises. Il n'est pas non plus un simple programme de rénovation démocratique car il entend provoquer la rupture de l'équilibre économique et social actuel. Il propose des mots d'ordre de portée générale impliquant la mise en œuvre de réformes de structures anti-capitalistes ainsi que la prise du pouvoir par les travailleurs.

Dans le monde actuel, le programme de transition est le seul programme réaliste non utopique, non démagogique. Ni l'ampleur des nationalisations, ni la réforme des institutions, ni la planification ne peuvent constituer à elles seules un point de « non retour ». Ce problème se règle en définitive au niveau de l'Etat : il faut saper, puis détruire l'appareil étatique conforme aux besoins de la domination capitaliste, non pour le réformer, mais pour le remplacer par un autre type d'Etat conforme aux besoins des travailleurs appuyé sur eux et assurant leur pouvoir.

La transformation de la société, la transformation préalable du rapport des forces entre les classes, n'est pas une affaire de Commissions économiques ou d'épuration des administrations, mais un problème de mobilisa-

tion, d'action et d'organisation des masses travailleuses instaurant leur contrôle et leur initiative dans tous les rouages de la société et s'y substituant à la direction des organismes bureaucratiques. La conséquence d'une telle action est l'instauration d'un équilibre instable où le pouvoir bourgeois de « droit » est contesté par un pouvoir populaire de « fait ». Si bref soit-il, ce moment de dualité des pouvoirs est inévitable dans tout développement révolutionnaire. Le programme de transition doit se donner pour but de le préparer et d'en assurer la solution dans le sens du progrès. C'est-à-dire de l'Etat socialiste.

C'est dire que le danger principal à combattre c'est l'orientation vers le compromis entre classes, compromis qui ne peut servir que la classe possédant les biens de production, les moyens d'information et la force de répression (armée, police, justice, administration). Il convient donc que le P.S.U. affirme clairement qu'il ne soutiendra pas des gouvernements qui ne porteraient pas un coup décisif et irréversible aux classes dominantes. Il est exclu en particulier que le Parti accepte la perspective d'un gouvernement intérimaire postérieur au gaullisme, dont l'ambition se limiterait à une simple restauration des institutions parlementaires classiques et à la préparation d'un régime de démocratie bourgeoise améliorée. Sinon rien de fondamental ne peut être changé à la nature de l'Etat, et les masses populaires, une fois de plus bernées et désorientées seront à nouveau incapables de s'opposer au retour des forces réactionnaires.

Au total un programme de transition est un programme de mobilisation des masses contre le régime capitaliste et son Etat, un programme établissant un pont entre les revendications immédiates, les réformes de structure anticapitalistes et la lutte socialiste pour le pouvoir.

### Annexes

#### 1<sup>re</sup> définition :

Le socialisme (avec l'Etat de type socialiste réalisant le pouvoir des travailleurs) est une période de transition : du passé capitaliste à la société sans classes. Cette période est marquée par une série de bouleversements profonds surtout par la déperdition de l'Etat aboutissant à sa disparition par disparition des classes et de leur antagonisme. Le programme qu'il faut au P.S.U. n'est pas encore ce programme de réalisation du socialisme, dont les idées directrices sont tracées par la Charte d'unification.

#### 2<sup>e</sup> définition :

A l'opposé, des tendances libérales ou technocratiques parlent d'un gouvernement de transition et d'un programme « de transition » comme solution de remplacement du gouvernement Pompidou. Ce type de gouvernement et de programme est abusivement appelé de transition : ils sont en réalité gouvernement intérimaire, programme intérimaire dans le cadre du régime bourgeois. Ils font la transition entre un gouvernement bourgeois et un autre gouvernement bourgeois : comme le Front Populaire en 1936 et comme les gouvernements de la Libération. Ils sont nécessaires à la bourgeoisie pour amortir et enliser l'action populaire dans les périodes de crises révolutionnaires. Actuellement la question n'est pas seulement de renverser le régime gaulliste : elle est de savoir si la chute de ce régime peut ouvrir à notre pays la perspective du socialisme ou si nous connaîtrons à nouveau l'expérience décevante d'une coalition entre les socialistes et la bourgeoisie libérale sur la base des intérêts de cette dernière.

#### 3<sup>e</sup> définition :

L'histoire et la tradition du mouvement socialiste ont fixé une autre définition, la seule à retenir, de la transition et du programme de transition à l'ère du capitalisme monopoliste la distinction entre programmes « minimum » (de revendications immédiates) et programme « maximum » (le socialisme) est devenue artificielle et paralysante. Cela découle de l'intervention croissante de l'Etat bourgeois dans la vie de toute la société.

### 8 jours contre la bombe

ILS étaient nombreux et jeunes ceux qui sont venus vendredi soir à la Mutualité au meeting du M.C.A.A. Ce meeting donnait le coup d'envoi de la semaine contre la bombe atomique qui réunit dans un comité temporaire un grand nombre de partis dont le P.S.U., des syndicats et des associations, tous sensibles au danger atomique, et hostiles à la force de frappe.

Ce meeting du M.C.A.A. a permis à notre camarade Claude Bourdet et à ses amis, de rencontrer des responsables des autres grands mouvements anti-atomiques européens. Parmi ceux-ci, M. Mervin Jones, romancier de talent et orateur d'esprit, a comparé notre époque à la fin du Moyen Age, quand les ducs abandonnèrent leur propre armée, réalisant que celle-ci était devenue trop coûteuse et peu efficace.

Il nous donna de la force de frappe une définition qui pour être hardie n'en est pas moins savoureuse : « La bombe atomique, c'est comme l'amour avec les femmes : la position est ridicule, le plaisir momentané et les dépenses sont effroyables » (Gros succès dans la salle, je vous assure...).

Après M. Elechtheim, représentant du Mouvement ouest-allemand et M. Buchbinder, représentant la Suisse, qui compara les militaires à une espèce animale aujourd'hui disparue (les dinosaures) parce que trop bien armés et pas assez intelligents.

Claude Bourdet, dans une remarquable intervention, entreprit de renier les théories de l'état-major concernant cette petite bombe qui ne fait pas le poids. A quoi sert cette bombe sinon à enrichir les marchands, sinon à abaisser la France et encourager le péril atomique. La grande chance que nous avons de devenir les leaders du troisième camp, le « Camp de la Paix » semble en effet bien compromise. Si encore cette bombe avait un réel effet stratégique, mais quelles que soient les théories, celle de M. Messmer ou celle du général Gallois, Claude Bourdet nous a démontré que tout ceci ne pouvait mener qu'à un seul résultat : notre propre destruction.

Il faut s'opposer par tous les moyens à ce cauchemar de militaires déçus par leurs échecs. Il faut s'opposer à ce chauvinisme malsain qui rencontre encore un certain écho dans notre pays.

Cette semaine, dans toute la France, nous aurons l'occasion de manifester les uns et les autres et il faut que dimanche, à Puteaux (15 h. 30), le grand rassemblement des hommes de la Paix montre à de Gaulle que, dans ce domaine, comme dans tant d'autres, il n'a plus les Français derrière lui.

M. J.

### PUY-DE-DOME :

#### Rassemblement

Au cours de la semaine du 17 au 24 novembre, des rassemblements se dérouleront à travers toute la France. Dans ce cadre, le comité départemental a prévu l'organisation d'un

**RASSEMBLEMENT A CLERMONT-FERRAND, LE DIMANCHE 24 NOVEMBRE A 10 HEURES**, au cours duquel sera lu un message national. Il importe que cette manifestation revête une très grande ampleur.

Aussi, les responsables et les militants des organisations adhérentes doivent-ils se considérer dès maintenant comme mobilisés pour sa complète réussite. Il est souhaitable que, dans les quartiers, les usines, les localités, des contacts soient pris sans tarder entre responsables des organisations adhérentes sur le plan départemental pour :

- 1) informer la population ;
- 2) préparer la participation massive au Rassemblement du 24 novembre ;
- 3) demander aux élus et notamment aux municipalités d'approuver les objectifs du Comité temporaire,

# La marche silencieuse de TAVERNY à BESSANCOURT

En pleine forêt, entre Taverny et Bessancourt, l'état-major de la force de frappe française est installé dans des abris à trois étages sous terre et y prépare sa guerre atomique.

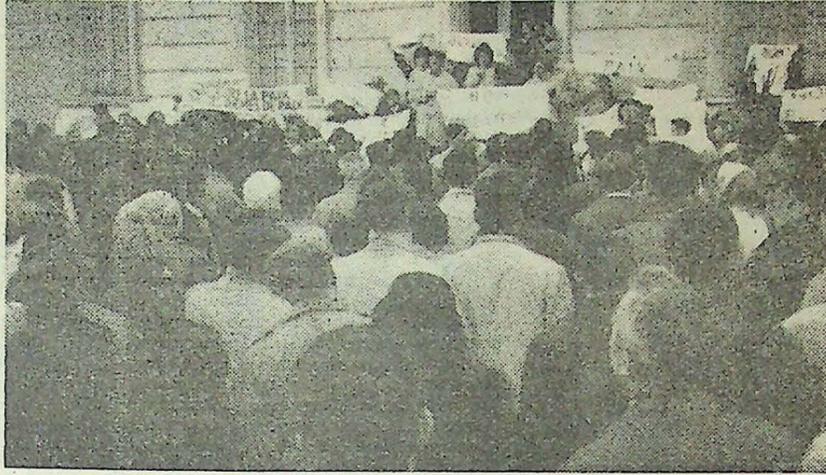
che silencieuse de protestation le dimanche 17 novembre. Nos sections P.S.U. de ce secteur où elles sont fortement implantées, ont joué un rôle essentiel dans la préparation et la

née du 17 novembre, cette manifestation n'en eut pas moins lieu et réunit en un cortège très remarqué par sa discipline et sa dignité, un millier de manifestants qui se rendaient de la place de la Libération, à Taverny, à la place de l'Hôtel-de-Ville, à Bessancourt.

A midi, les manifestants se sont rassemblés sur la place de Bessancourt où ils ont été accueillis au nom de la municipalité par notre camarade Paul Bonneville, maire P.S.U. de Bessancourt. Tour à tour Jean Seiler (P.S.U. et Action Civique non-violente), Benjamine Denis (M.C.A.A.) et Jean Meunier (Parti communiste) ont dégagé la signification de cette marche silencieuse.

Le lendemain, une délégation conduite par Paul Bonneville, maire, et composée de Jean Seiler, Jean Roger, Benjamine Denis, André Denis et Jean Meunier, est allée remettre à la Présidence de la République la résolution, votée à l'unanimité et à main levée par tous les participants. A noter la sympathie avec laquelle les nombreux automobilistes fréquentant cette route nationale de sortie de Paris et gênés par notre manifestation prirent connaissance des tracts explicatifs qui leur furent remis par le service d'ordre.

Robert FILIATRE.



(Photo Elie Kagan.)

Ouvrant la semaine de lutte contre l'armement atomique, de nombreuses organisations du secteur nord de la Seine-et-Oise appelaient à une mar-

réalisation de cette marche.

Interdite sur ordre du ministre de l'Intérieur, certainement contrariée par le mauvais temps de cette mati-

### SENS (Yonne) :

#### Rassemblement

#### le dimanche 24 novembre

Dès la fin de septembre, sur l'invitation de notre camarade Ponchel, responsable local du M.C.A.A., plusieurs organisations sénonaises prénaient contact en vue de préparer la Campagne nationale contre la force de frappe. Une tentative d'organiser la manifestation au chef-lieu (Auxerre) ayant échoué, les organisations sénonaises se réunissaient de nouveau et décidaient d'organiser un grand rassemblement à Sens.

Décidant d'y participer : les Fédérations du P.S.U., du Parti Communiste, du Parti radical et le Mouvement de la Paix, le M.C.A.A., l'Union départementale C.G.T. et F.E.N., l'Union locale de Sens de la C.F.T.C. Malheureusement la section locale de la S.F.I.O. qui avait d'abord donné son accord était désavouée par le secrétaire fédéral Vauthier qui, non content de refuser sa participation, publiait dans la presse locale un article appelant pratiquement les membres de la S.F.I.O. à saboter la campagne. M. Guy Mollet devrait bien s'assurer que ses déclarations antigauillistes sont appliquées à la base...

Contre la force de frappe, contre toutes les bombes atomiques, vous viendrez manifester dimanche à Sens.

### FINISTERE :

#### Grand rassemblement

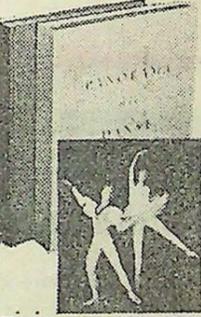
A la suite de la formation sur le plan national du Comité contre la force de frappe, les représentants départementaux des organisations signataires ont créé un Comité départemental d'action pour le désarmement et la paix. On y trouve : le Parti Socialiste Unifié, le Parti Communiste Français, le Parti Socialiste S.F.I.O., la C.G.T., la F.E.N., le S.N.I., le Mouvement de la Paix, le Comité d'Action Laïque du Finistère, l'A.R.A.C., l'A.N.A.C.R., la Ligue des Droits de l'Homme, la Libre Pensée.

Le Comité avait décidé d'organiser comme première manifestation, un rassemblement départemental à Commar, petite commune du centre du département, le dimanche 10 novembre à 10 h. 30.

A la tribune avaient pris place les responsables des diverses organisations, dont Trémintin, secrétaire fédéral du P.S.U. et Jaouen, représentant notre camarade Tanguy-Prigent, député du Finistère.

Plusieurs orateurs exposèrent les raisons de ce rassemblement, et invitèrent les assistants à participer à la semaine nationale prévue par le Comité National, du 17 au 24 novembre. Dans le Finistère des manifestations auront lieu à Brest, Morlaix et Quimper, le 22 novembre.

« TRIBUNE  
SOCIALISTE »  
VOUS OFFRE



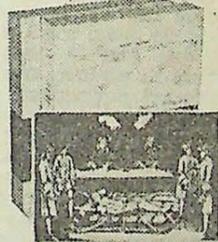
moins chers que d'occasion  
quelques exemplaires neufs  
de magnifiques ouvrages presque épuisés  
avec faculté de retour

### PANORAMA DE LA DANSE

par Serge Lido, Préface de Jean Cocteau

Jamais n'a été élevé à la gloire du Ballet un monument aussi riche que ce Panorama de la Danse qui réunit en 2 volumes 24x31 reliés pleine toile les numéros rarissimes d'une somptueuse revue et donne, sur 848 pages, 767 pages (I) de magnifiques photos en noir et en couleurs, où la grâce aérienne des corps sans défauts compose de ravissantes architectures. Une documentation unique sur le Ballet contemporain et un splendide livre d'art.

Les 2 vol. reliés 84 F au lieu de 156 F



### HISTOIRE DE LA MAGISTRATURE

par Marcel Rousselot

Premier Président de la Cour d'Appel de Paris

Les institutions, les usages, les événements et les grandes figures qui ont jalonné mille ans de vie judiciaire française, présentés en 2 magnifiques volumes 22x28 1/2 (plus de 1 000 pages - 232 documents en noir - 8 pages couleurs) - Un ouvrage de fond pour toutes les bibliothèques.

Les 2 volumes brochés 48 F au lieu de 175 F (reliés)

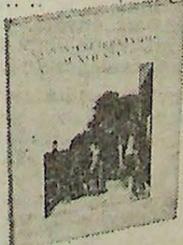


### AUJOURD'HUI LA CHINE

par Pierre Gasca (préface de Claude Roy)

La Chine Communiste, ce mystérieux pays aux 600.000.000 de visages, pose à la plupart d'entre nous, une inquiétante énigme. Voici enfin un livre qui soulève le voile et nous en restitue (grâce à de splendides photos prises sur le vif et des textes éblouissants) un portrait vivant, direct, familial. Un passionnant document qui est aussi : un véritable album d'art (142 documents en noir, 9 pages en couleurs), couverture laquée rigide en couleurs.

19,50 F au lieu de 40 F



### LA PEINTURE HOLLANDAISE AU XVIIe SIECLE

par E. Huttinger

Un somptueux album d'art qui vous convie à une véritable redécouverte du « siècle d'or » de la peinture flamande. Un chef-d'œuvre de l'impression suisse. 72 documents en noir - 24 pages en couleurs - 173 pages format 22x30 sous couverture rigide et laquée en couleurs.

29 F au lieu de 46 F

**BON** à adresser à la librairie Pilote 30 rue de Grenelle, Paris-5<sup>e</sup>

Veuillez m'envoyer les ouvrages suivants .....

pour un montant total de ..... Fr somme que veuillez trouver inclus en un  chèque  mandat

chèque postal joint à votre compte Librairie Pilote n° 13.905-31 Paris.

Il est bien entendu que je garde la faculté de renvoyer les ouvrages dans les 48 heures et que je serai dans ce cas immédiatement remboursé.

Nom .....

Adresse .....

Service littéraire « Tribune socialiste »

LES intrigues politiques qui se déroulent au sein du Conseil municipal de Naples, à propos d'un scandale de la construction, voilà un sujet austère. Francesco Rosi l'a traité de main de maître : on ne reprend pas son soufflé durant tout le film, qui est mené tambour battant comme un film américain, qui est magnifiquement joué, mis en scène, qui nous offre un morceau de cinéma sensationnel. Quand on aura ajouté à cela que le scandale en cause, la liaison qui existe entre les intérêts d'un entrepreneur et sa place de conseiller municipal est dénoncé par un autre conseiller municipal communiste, on se rendra compte qu'un tel film apparaît au milieu du public français comme une sorte de bombe. Voilà qui serait difficile à réaliser ici...

Pourtant, quand on a dit tout cela, quand on a chaudement recommandé le film, il reste quand même quelques réserves à faire. A la réflexion — car sur le coup le talent de Rosi empêche qu'on s'attache à cela — les personnages, qui incarnent chacun un courant politique, sont un peu schématiques : on peut prendre, par exemple, le personnage du médecin comme individu, révolté par le scandale qui lui est révélé ; puis, lors d'une séance du Conseil municipal, on se rend compte qu'il est lui aussi un symbole, celui de la gauche démo-chrétienne (il agit avec son groupe, le « courant », en Italie on dit « courant » et pas « tendance », de la « gauche démo-chrétienne »).

#### Un film révolutionnaire

Quant à l'action que mène le conseiller municipal communiste (joué d'ailleurs par un vrai conseiller municipal communiste de Naples) elle vise certes à une moralisation du secteur de la construction et de la vie municipale, à une dénonciation abstraite du « profit », mais s'arrête là, ne propose aucune solution « socialiste ». Cela correspond sans doute assez bien à la situation actuelle du P.C. italien, et sur ce point la peinture est fidèle ; cela empêche toutefois que le film soit le grand film révolutionnaire qu'on y a vu parfois. Face à la richesse, à la complexité, à la netteté idéologique de Salvatore Giuliano, Main basse sur la ville semble un peu en retrait.

L'on fait grief, en somme, à Rosi de n'avoir pas répété le coup d'éclat de Giuliano, de ne pas faire un chef-d'œuvre à chaque fois. Reste que son dernier film est tellement détonant par rapport à la situation cinématographique française — et sans doute, aussi, à la situation politique ! — que le dernier « carton » qui clot le film n'a pas été traduit, et seuls en profiteront les spectateurs italophones. Il dit, à peu près : « Les personnages et les événements de ce film sont imaginaires, mais n'est pas imaginaire la réalité sociale et politique qui leur a donné naissance. » (Je cite de mémoire.)

Chacun sait bien que la réalité sociale et politique française ne peut engendrer des scandales à la construction, alors, pourquoi traduire cette mention finale ?

Marcel Ranchal.

## PEAU DE BANANE

de Marcel Ophüls

POUR conjuguer le verbe arnaquer dans cette affaire de cache-cache magot, Marcel Ophüls s'est amusé à bouleverser l'ordre des pronoms indirects : je l'arnaquer, tu m'arnaques, il nous arnaque, nous vous arnaquons... etc. Sur le plan de l'action, cela donne une partie de quatre coins où les interprètes (Jeanne-Morau, Jean-Paul Belmondo, Jean-Pierre Marielle, Claude Brasseur) ont le bon goût de se jouer, en souriant des difficultés. Le metteur en scène les suit (ou les précède) sur ce terrain non sans talent et cela fait au bout du compte un agréable divertissement.

J.-J. V.



La construction et la politique

## Livres

# Quand la mer se retire

d'Armand LANOUX, PRIX GONCOURT

LE Prix le plus important de l'année vient de couronner Armand Lanoux pour son roman « Quand la mer se retire ». Le choix du jury, une fois de plus, s'est porté sur un livre d'une qualité moyenne, sans nouveauté ni audace. Comme excuse, les Goncourts pourraient avancer que la production romanesque de cette année n'offre guère d'œuvres de qualité. Le seul élément réjouissant dans le choix d'Armand Lanoux, c'est de voir Jean Dutourd, qui était sûr de son succès, ramasser une veste. L'auto-satisfaction petite-bourgeoise et le poujadisme intellectuel de M. Dutourd en sont pour leurs frais.

Le livre d'Armand Lanoux est un ouvrage bien ficelé. L'auteur nous raconte l'histoire d'un soldat canadien qui, quinze ans après le débarquement, revient en Normandie, accompagné par la fiancée d'un camarade mort... Sur les plages et à l'intérieur des terres, les traces de la guerre sont effacées. A peine trouve-t-on encore quelques restes de blockhaus, quelques fermes en ruine. La vie a repris ses droits. Les gens ont oublié le gigantesque combat pour la liberté ; ceux qui y pensent encore, sont les gardiens de musée ou ceux qui spéculent avec les « dommages de guerre ».

Le héros du roman revit en pensée ses heures héroïques, tandis que la fiancée de son camarade tente de retrouver la tombe de l'homme qu'elle a perdu. Le Canadien finira par lui apprendre la vérité : son camarade est mort, écrasé sous un camion, par la faute du général Patton dont la devise était : « Un litre d'essence vaut un litre de sang ». A la fin du roman, l'un et l'autre seront démystifiés : il faut oublier le passé.

A l'occasion de cette recherche, Armand Lanoux pose de grandes questions sur la paix, la guerre, l'amour, la vie. C'est honnête, mais ne dépasse pas les bons sentiments. Comme l'auteur se réclame de Zola, à qui il porte une grande admiration, nous avons, en prime, des tranches de vie paysanne et une atmosphère normande garantie sur facture : scène villageoise, bistrot du coin, mariage campagnard. C'est musclé, grivois.

Malgré le travail bien fait, cela

reste au niveau de la petite histoire, du roman à recettes. Un reportage sur la Normandie nous en apprendrait tout autant, et le film « Le jour le plus long » nous fait tout aussi bien (sans doute mieux) revivre le débarquement. Les réflexions sur les horreurs de la guerre, l'oubli des survivants, pourraient être faites par n'importe qui. Armand Lanoux a ramassé tout cela pour en faire un paquet bien ficelé, agréablement présenté.

Olivier Lecoq.

(1) Editions Julliard.

## LE PROCÈS-VERBAL

Prix Renaudot

POUR un coup d'essai c'est un coup de maître. En effet J.M.C. Le Clézio vient d'être couronné par le jury du Prix Renaudot après avoir échoué d'une voix au Goncourt.

Son roman « Le Procès-Verbal » (1) est loin d'être une œuvre facile. Mais contrairement à de nombreux ouvrages la difficulté du texte n'altère en rien la beauté de l'ouvrage. Depuis longtemps la tendance au langage irrationnel a été suivie par de nombreux écrivains avec un bonheur inégal. Le genre est devenu procédé intellectuel.

Ce qui fait la valeur du « Procès-Verbal » c'est qu'en dépit de l'étrangeté du sujet l'œuvre de Le Clézio reste captivante jusqu'à la dernière page.

Un homme jeune vit à l'abandon sur la Côte d'Azur. Isolé dans la faune contemporaine il passe son temps en pleine communion avec la nature. Pour finir, la police se saisit de cet être asocial et l'enferme dans un asile psychiatrique.

L'originalité et le style de Le Clézio, nous rappellent parfois certaines pages de Salinger et dévoilent dès le premier ouvrage un romancier plein d'avenir.

Marcel Aizertin.

(1) Gallimard, éditeur.

## Théâtre LE MANTEAU

d'après Nicolas Gogol

LE T.E.P., entendez le Théâtre de l'Est Parisien (1), dirigé par Guy Rétoré, fonctionne enfin. Ce n'est pas encore ce complexe culturel en lequel les habitants du XX<sup>e</sup> arrondissement et d'autres trouveront de quoi assouvir tous leurs appétits culturels, mais la suite doit bientôt venir. Dans l'immédiat, la troupe de la Guilde doit surtout éprouver le plaisir d'avoir enfin un toit à elle, sous lequel jouer. Elle joue donc, et entre autres, Le Manteau, de Jean Cosmos, adapté de Nicolas Gogol. L'aventure de Akaki Akakievitch, le petit employé de neuvième rang, promu soudain au vedettariat parce que ses collègues définissent une insolite exigence vestimentaire conserve ici sa virulence. La peinture de l'administration russe, pouvoir occulte, on devinait dire cette impuissance occulte, ravit un public pour lequel le seul mot de fonctionnaire éveillé de mauvais instincts. De là, peut-être, un vague sentiment de gêne qui nous envahit au long du spectacle. La nouvelle de Gogol frise la misanthropie. Et la mise au pilori des tortionnaires de Akaki Akakievitch Gogol retient surtout la tendance naturelle de l'homme à être un loup pour l'homme. Kovalov, Zoubov, Petrovitch, le conseiller de quatrième rang comme celui du huitième, sont tous et au même titre possédés par le Mal. L'homme est en proie aux vices.

Un dispositif scénique habile étale en plusieurs plans reliés entre eux par des escaliers les lieux de l'action. La mise en scène, par instants insistante, joue de la circulation des personnages et pallie ainsi les longs dialogues qui proviennent des développements psychologiques de la nouvelle. Dans l'ensemble, interprétation et décors sont réussis. Samedi soir, le public montrant qu'il considérait Rétoré dans le sillage de Vilar.

E. C.

(1) 17, rue Malte-Brun. MEN 79-09. Joué en alternance.

## MUSIQUE

### LE GROUPE D'ARCUEIL

Satie, Sauguet, Jacob, Cliquet-Pleyel et Désormière formèrent le groupe d'Arcueil. Jacob et Cliquet-Pleyel sont restés des musiciens pour cercle d'initiés, Désormière qui vient de mourir a eu surtout une carrière de chef d'orchestre.

Erik Satie fut un novateur, il inspira les musiciens du groupe des six ; Debussy qui lui emprunta Pelléas et quelques autres, il écrivit une musique cocasse et primesautière. Il fut pianiste dans plusieurs boîtes de nuit pour gagner son entrecôte. A quarante ans, il se remit aux études à la Schola Cantorum. Certains de ses titres sont d'un humour assez bien trouvé : « Préludes flasques pour un chien » « Airs à faire fuir » « Trois morceaux en forme de poire » qu'il apporta un jour à Debussy qui lui avait reproché de négliger la forme. L'homme était bien, c'est lui qui disait : « Quand j'avais vingt ans on me disait, vous verrez quand vous aurez cinquante ans, ça y est je les ai, je n'ai rien vu. » Bel exemple de non conformisme.

Henri Sauguet est un musicien sobre, spirituel et qui s'amuse de passer pour révolutionnaire. Sa musique n'est pas écrite au vitriol, elle n'est pas explosive non plus, mais il dit bien ce qu'il a envie de dire ; on pourrait le comparer à Poulenc dont il a le charme et l'élégance.

Les disques de la quinzaine

Les « Trois morceaux en forme de poire » et « La belle excentrique » sont joués par Francis Poulenc et Jacques Février. Il s'agit de deux disques 45 tours qui peuvent être achetés séparément et qui sont édités par le « Club français du disque ». Ils sont parfaits.

Le ballet « Les forains » de Sauguet dont l'argumentation est due à la plume de Cocteau est interprété par l'auteur. Il est divertissant et pourtant mélancolique. Au revers le concerto en la mineur est interprété par M. Devetzi dont j'ai déjà eu l'occasion de parler. Edité par la firme « Le chant du monde » c'est un disque remarquable à tous égards.

Pierre BOURGEOIS.